

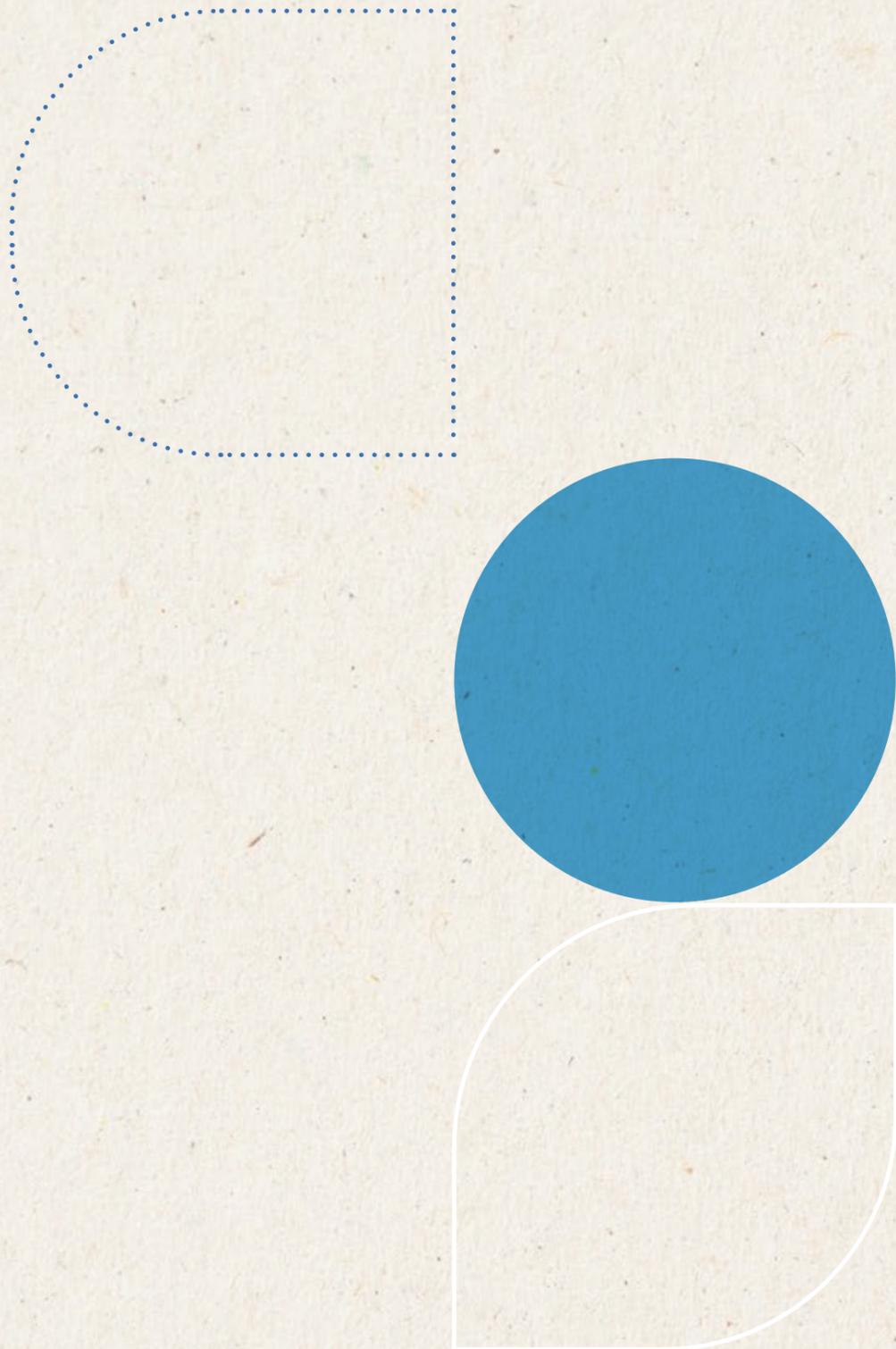
Rapport Annuel 2023



BRUSSELS INTERNATIONAL
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

Table des matières

Éditorial	4
Bruxelles, une région dynamique et ouverte sur le monde	5
Brussels International : une organisation flexible dotée de rôles et de responsabilités	5
Une nouvelle structure pour Brussels International.....	6
Les relations bilatérales et la coopération au développement.....	7
Les relations bilatérales	8
La coopération au développement.....	15
Renforcer les capacités des régions partenaires en matière de résilience urbaine, à Rabat, Kinshasa et dans le Territoire palestinien occupé	16
Promouvoir la citoyenneté mondiale et solidaire sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.....	18
Les relations publiques, le protocole et les voyages	20
Les relations publiques	21
Brussels Days 2023 : opération séduction à Madrid et Barcelone	22
Visites d'État en Afrique du Sud et en Allemagne.....	23
Mobiliser les initiatives qui font rayonner la Région bruxelloise	24
Le protocole et les voyages	25
Le protocole	26
Les voyages	27
Les affaires multilatérales et la politique européenne	28
Les affaires multilatérales	29
Rapportage	29
Études.....	30
Traités	30
Réseaux	31
La Politique européenne	33
Préparation de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne	33
Coordination et suivi des propositions législatives	34
Mise en œuvre de la politique européenne.....	35
La Direction FEDER (Fonds européen de développement régional).....	37
La direction FEDER	38
La programmation FEDER 2021-2027	39
Les projets 2014-2020	42



L'octroi des licences relatives aux mouvements d'armes, de produits liés à la défense, et de biens et technologies à double usage.....	44
Optimisation de la cellule Licences	46
Mise à jour de la base de données de gestion des licences	46
Suivi de la réglementation.....	46
Les services transversaux	47
La communication	48
Accompagnement et promotion des projets FEDER	49
Semaine européenne des régions et des villes	50
Le site internet de Brussels International et le bulletin d'information The Brussels Globe	51
Communication spécifique pour le Brussels Urban Summit.....	51
Les finances et le budget	52
Mission 29	52
Mission 03	52
La cellule de Coordination transversale.....	53
Mise place de nouvelles formes d'organisation du travail.....	53
Un support informatique.....	53
Support au management	53
Un relais en termes de ressources humaines et de bien-être.....	54
Autres missions transversales	54
Perspectives 2024	55
Les relations bilatérales et la coopération au développement	56
Les relations bilatérales	56
La coopération au développement	56
Les relations publiques, le protocole et les voyages	57
Les relations publiques	57
Le protocole et les voyages	57
Les affaires multilatérales et la politique européenne.....	58
Les affaires multilatérales.....	58
La politique européenne.....	58
La direction FEDER	59
La communication	59
Conclusion	60



Chères lectrices, chers lecteurs,

Grâce à l'expertise et à la mobilisation de ses équipes motivées et enthousiastes, Brussels International peut aujourd'hui se positionner comme un centre de coordination des relations européennes et internationales de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

Tout en développant des expertises et des synergies, et en réaffirmant leur engagement, les directions Europe, des Relations extérieures, des Relations publiques, de la communication et du protocole, et du FEDER, ainsi que la cellule Licences, ont consolidé Brussels International dans son rôle de partenaire international incontournable.

Après la pandémie de Covid-19 et ses conséquences, la poursuite de la guerre en Ukraine, l'année 2023 a vu s'ouvrir un nouveau conflit au Proche-Orient. Dans ce contexte difficile, Brussels International entend plus que jamais jouer son rôle de facilitateur et de coordinateur international pour répondre au mieux à ces multiples enjeux. Le multilatéralisme est plus que jamais fondamental dans le monde polarisé qui se dessine. Brussels International entend continuer à s'y inscrire pleinement.

C'est dans ce contexte que nous avons organisé en 2023 le *Brussels Urban Summit*, un rassemblement unique réunissant 322 villes ainsi que trois réseaux influents qui se sont engagés à renforcer leurs collaborations pour amplifier la voix des villes. Il marque le début d'une nouvelle ère, vers des villes plus inclusives et durables, vers de nouvelles alliances, reconnaissant le rôle central des villes au 21^e siècle. Unies, les voix des villes résonneront encore plus fort, et Brussels International est fière d'avoir pu y contribuer.

En 2024, Bruxelles sera plus européenne que jamais. De janvier à juin 2024, la Belgique présidera le [Conseil de l'Union européenne](#) (UE). Vu l'organisation institutionnelle du pays, les régions et les communautés sont bien entendu associées à la [présidence belge](#). La Région bruxelloise présidera le [Conseil « Environnement »](#) et les travaux menés en matière de politique urbaine. Elle organisera aussi une conférence de haut niveau réunissant les maires des grandes villes européennes, qui plaideront pour une politique urbaine ambitieuse après les élections de 2024. Enfin, en tant que capitale de l'Europe, Bruxelles organisera quelques événements politiques et culturels phares. La préparation de la participation de la Région à la présidence belge a ainsi bien mobilisé les équipes de Brussels International, en particulier celles de la direction Europe, tout au long de l'année 2023.

L'année 2024 verra aussi le lancement de l'ensemble des projets de la nouvelle programmation du [Fonds européen de développement régional](#) (FEDER). 31 projets cofinancés par l'Europe et la RBC étaient déjà sélectionnés fin 2023. Ils seront complétés par d'autres, à la suite des derniers appels à projets de 2024. Qu'il s'agisse de logements destinés à des publics fragilisés, de rénovations énergétiques, d'espaces verts ou d'équipements tels que halls de sport, crèches et salles de spectacles, le FEDER a un impact non négligeable sur la qualité de vie des Bruxellois et Bruxelloises ainsi que sur l'attractivité et le dynamisme régional.

Toutes ces réalisations n'auraient pas vu le jour sans la formidable équipe de Brussels International. Je tiens ici à remercier très chaleureusement l'ensemble de nos collègues.

Bonne lecture!

Anne Claes, Directrice générale de Brussels International



Bruxelles, une région dynamique et ouverte sur le monde

Brussels International vise à asseoir la vocation internationale de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et son statut de capitale de l'Europe. Elle a pour objectif de positionner la Région bruxelloise en tant qu'acteur dynamique sur la scène internationale; un acteur qui défend ses intérêts de région urbaine, tant dans les structures de concertation interfédérale qu'auprès des instances européennes et internationales. Elle assure également la promotion de l'identité, des atouts et des intérêts de la Région.

Brussels International : une organisation flexible dotée de rôles et de responsabilités

En tant qu'administration du **Service public régional de Bruxelles** (SPRB), Brussels International compte aujourd'hui une septantaine de collaborateurs, travaillant sur les matières internationales et européennes, sans oublier la cellule Licences, mais aussi dans des services transversaux.

Une nouvelle structure pour Brussels International

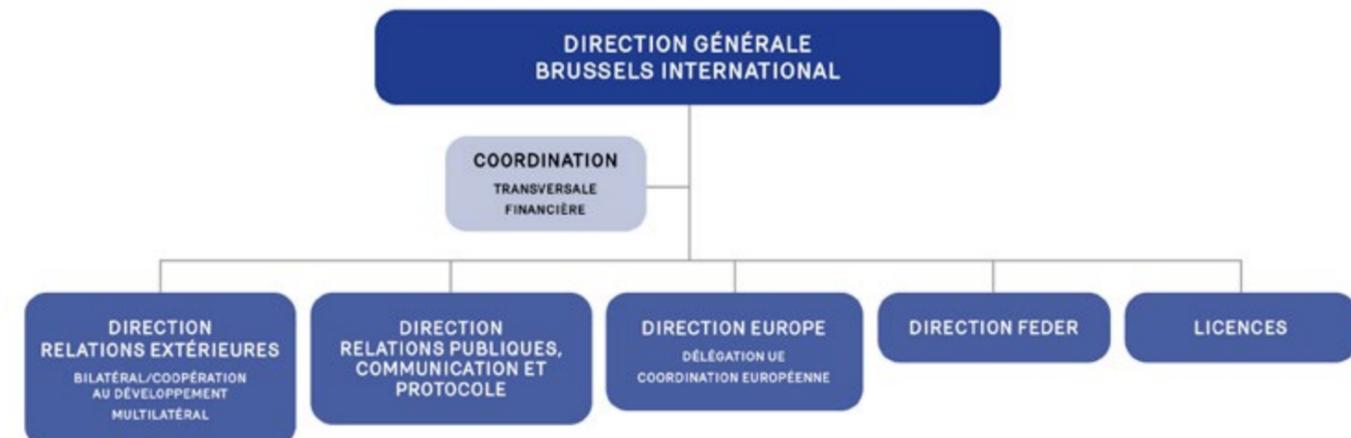
À sa création, outre les services transversaux et de support ainsi que la cellule Licences, Brussels International, l'administration du SPRB en charge des Relations internationales de la RBC était constituée de deux directions: la direction des Relations extérieures et la direction FEDER (Fonds européen de développement régional).

En 2021, une nouvelle direction a été créée, regroupant les Relations publiques, la communication, le protocole et les voyages de service.

2023 a été marquée par la création de la direction Europe, née de la fusion de la Délégation de la RBC auprès de l'Union européenne (UE) et de la cellule des Affaires européennes de Brussels International, rebaptisée cellule de Coordination européenne. Cette décision permet de renforcer les synergies et la coordination des affaires européennes, de la négociation à la mise en œuvre. En effet, la Délégation de la RBC auprès de l'UE représente la Région et défend ses intérêts auprès des Institutions européennes, tandis que la cellule de Coordination européenne soutient l'ensemble des administrations et organismes d'intérêt public dans la mise en œuvre du droit européen, dont le développement ou le suivi de projets européens.

En plus de la cellule Licences et de deux cellules de Coordination – transversale et financière –, Brussels International compte donc aujourd'hui quatre directions:

- la direction des Relations extérieures,
- la direction des Relations publiques, de la communication et du protocole,
- la direction Europe,
- la direction FEDER.





LES RELATIONS BILATÉRALES ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Les relations bilatérales

Au sein de la direction des Relations extérieures de Brussels International, la cellule des Relations bilatérales nourrit l'ambition, grâce à plus d'une trentaine d'accords bilatéraux, de promouvoir la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) à l'étranger et de favoriser les échanges de bonnes pratiques. Elle agit en bonne intelligence avec les autres unités administratives de Brussels International, ainsi qu'avec des acteurs bruxellois tels que les organismes administratifs autonomes.



RENCONTRES BILATÉRALES EN MARGE DE GRANDS ÉVÉNEMENTS

En 2023, les relations bilatérales ont, en partie, été liées à plusieurs grands événements organisés à Bruxelles et à l'étranger.

On citera notamment le *Brussels Urban Summit*, en marge duquel ont été menées des rencontres bilatérales avec Montréal, Aichi, Tokyo, Istanbul et Ankara, mettant en avant de grands défis urbains conjoints comme le logement, l'urbanisme ou la durabilité.

On notera également la visite d'État à Allemagne, qui fut l'occasion de réunir autour de la table le Bourgmestre-Gouverneur de Berlin et le Ministre-Président de la RBC. Cette rencontre a permis d'aborder de nombreux sujets tels que la lutte contre la drogue, le référendum, les relations avec la zone métropolitaine, etc., et surtout de jeter les bases de la poursuite des bonnes relations avec ce partenaire, le plus ancien de la RBC.



Le 14 juin 2023, en marge du Brussels Urban Summit, une délégation de la Municipalité d'Istanbul était reçue à Bruxelles par Brussels International et hub.brussels.



SOUTIEN À L'UKRAINE

En réponse à la conjoncture exceptionnelle du conflit armé lancé par la Russie et en bonne entente avec la cellule «sœur» de la Coopération au développement, la RBC a accordé une aide humanitaire de 180 000 € à Kiev, autre partenaire bilatéral historique de la Région



BRUXELLES-QUÉBEC : UN PARTENARIAT DYNAMIQUE

L'année 2023 fut aussi l'occasion pour la cellule des Relations bilatérales de mener une série d'actions propres avec certains de ses partenaires privilégiés.

Avec le Québec, les relations ont été au beau fixe avec deux missions en 2023, une entrante et une sortante, preuves symboliques du caractère équilibré et gagnant-gagnant de ces relations depuis plus de vingt ans (2002).

En janvier 2023, dans le cadre de l'une de ses premières missions à l'étranger, la Ministre québécoise des Relations internationales et de la Francophonie, également en charge de la Condition féminine, a rencontré à Bruxelles le Ministre-Président de la RBC, en présence de la Déléguée générale du Québec à Bruxelles. Cette rencontre a permis de revenir sur les belles réalisations passées et de faire le point sur les perspectives à venir dans de nombreux domaines: environnement, sécurité, urbanisme, économie, recherche et innovation, égalité des chances et bien d'autres.

Les deux ministres ont signé la quatrième édition d'une entente portant sur la réhabilitation des terrains contaminés. Liant **Bruxelles Environnement** à des acteurs québécois, cette entente a déjà mené à des résultats mutuellement bénéfiques. Cette quatrième signature a ouvert la voie à de nouveaux échanges durant les deux années à venir.

Le programme de la mission s'est conclu par une réception organisée par la **Délégation générale du Québec à Bruxelles**, clôturant le 50^e anniversaire de la présence québécoise à Bruxelles et célébrant aussi les nombreuses perspectives de collaborations à venir.



La Ministre québécoise des Relations internationales et le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale signent une 4^e entente en matière de réhabilitation des sols contaminés.



▲
Mise en lumière de la relation entre la bande dessinée et l'Art nouveau au travers de l'exposition « 9^e Art Nouveau »

En octobre 2023, une délégation bruxelloise, conduite par Anne Claes, Directrice générale de Brussels International, s'est rendue au Québec pour une programmation axée sur le patrimoine culturel, les industries numériques ou encore le handicap. Les fleurons du patrimoine culturel bruxellois ont d'abord été mis à l'honneur à Québec, avec l'exposition en plein air « 9^e Art Nouveau ». Subsidiée par Brussels International dans le cadre de l'année Art Nouveau, cette exposition était proposée par le **Centre Belge de la Bande Dessinée** (CBBB) en collaboration avec Québec BD. Elle sera à nouveau présentée au Festival **Québec BD** en avril 2024.

De riches échanges sur l'urbanisme et le patrimoine se sont, en outre, engagés entre Anne Claes et la Mairesse suppléante de la **Ville de Québec**, dans le cadre d'une réunion de travail et lors d'une visite du vieux Québec. Les échanges ont été tout aussi constructifs entre les administrations bruxelloise et québécoise en charge des Relations internationales, soulignant les projets en cours et à venir.

La délégation bruxelloise s'est ensuite déplacée à Montréal, afin d'assister à la 5^e édition de l'événement numérique **MTL connecte avec hub.brussels** et diverses entreprises.

Enfin, la mission bruxelloise s'est terminée par une visite de la nouvelle école et fondation **À Pas de Géant**, qui répond aux besoins spécifiques des personnes autistes, de leurs familles et des professionnels du domaine. La visite de ce centre en matière d'éducation des personnes autistes a été très inspirante pour la RBC, qui soutient le projet de la **Maison bruxelloise de l'Autisme**, avec l'ambition de donner à l'autisme une place au cœur de la ville.



RAPPROCHEMENT AVEC LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Un rapprochement s'est également opéré avec la **Région Île-de-France** (IDF), qui fait face à des défis très similaires à ceux de la RBC et est un partenaire-clé dans les projets multilatéraux, essentiellement européens. Deux agents de Brussels International ont pris part, sur invitation de la Région IDF, à un café thématique visant à présenter les activités de la RBC, tant bilatérales qu'au sein de réseaux et programmes, et à jeter des ponts entre les deux entités. Cette initiative a été un très beau succès et mérite d'être renouvelée, étant donné les nombreuses synergies entre acteurs bruxellois et franciliens, entre autres dans des programmes tels qu'**Interreg Europe du Nord-Ouest**¹.



ÉCHANGES DE FONCTIONNAIRES AVEC BERLIN

Avec Berlin, outre la visite d'État, on peut également pointer une nouvelle édition de l'échange de fonctionnaires en matière de développement urbain et de logement. Contrairement aux éditions précédentes, ce n'est pas un fonctionnaire berlinois qui s'est rendu à Bruxelles pour découvrir nos pratiques et projets, mais un agent d'**urban.brussels** qui a eu l'occasion de passer deux semaines au sein de l'administration berlinoise pour apprendre de première main et échanger avec les fonctionnaires locaux. Ce projet est un succès et semble d'ores et déjà sur les rails pour 2024.

¹ Le programme *Interreg Europe du Nord-Ouest* encourage la coopération transnationale afin de rendre la région plus résiliente, et de contribuer à une meilleure qualité de vie et au bien-être de tous les citoyens. Un budget total de plus de 310 millions d'euros est alloué à *Interreg Europe du Nord-Ouest* pour la période 2021-2027.



LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LE PAYS DU SOLEIL-LEVANT

L'année 2023 a également été marquée par de belles collaborations avec le Japon, auquel la RBC est liée dans le cadre de deux accords bilatéraux: avec Aichi et avec Tokyo. Plusieurs projets ont reflété la diversité et la richesse des échanges noués dans le cadre de ces accords, au Japon et à Bruxelles.



MANNEKEN PIS À NAGOYA

Nagoya (capitale préfectorale d'Aichi) abrite depuis 2015 une réplique du célèbre Manneken Pis. En 2016, le ketje bruxellois avait reçu ses premiers costumes de pompier bruxellois et de schtroumpf.

Alors que la petite figure emblématique des Bruxellois trônait fièrement dans une artère très passante de la ville japonaise, elle a dû quitter ses quartiers en 2023 en raison de la construction d'un grand centre commercial, couplé à un hôtel. En signe d'amitié à son partenaire Aichi, la RBC a offert un nouveau costume, de contremaître cette fois, à la statue relocalisée lors d'une cérémonie fin avril en présence de Madame l'Ambassadeur de Belgique au Japon.



MASTER CLASS DE JUDO À SCHAERBEEK

Plus tôt dans l'année, c'est Tokyo qui était à l'honneur à Bruxelles, pour une *master class* de judo, organisée les 14 et 15 janvier par Brussels International avec la collaboration du **Judo Royal Crossing Club Schaerbeek**. Envoyés à Bruxelles par le **Gouvernement métropolitain de Tokyo**, quatre judokas de haut niveau ont donné cours à des enfants et adolescents bruxellois. Au total, plus de 160 jeunes judokas ont pu vivre cette expérience inoubliable.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE À TOKYO POUR VIVAQUA

Enfin, en octobre, l'organisme d'intérêt public bruxellois Vivaqua s'est rendu à Tokyo pour la *Japan Water Works Association General Assembly and Research Conference*, afin de partager des bonnes pratiques et de tisser des liens avec des acteurs internationaux sur les problématiques liées à l'eau potable, à l'égouttage et aux inondations.

▲ Judokates tōkyoïtes et jeunes bruxellois lors de la master class

La coopération au développement

La coopération bruxelloise au développement maintient son engagement envers le développement durable, l'inclusion sociale et le respect des droits humains. Elle poursuit un double objectif : améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement, et contribuer à la consolidation d'une communauté internationale équitable et solidaire.

En matière de coopération au développement, la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) reste un donateur modeste qui se distingue par son focus sur les zones urbaines et les enjeux qui y sont associés. En 2023, elle y a alloué, dans un cadre budgétaire difficile, 1 385 783 euros. Ce budget a permis de mettre en œuvre divers projets, en étroite collaboration avec les organisations de la société civile, les autorités locales et les partenaires internationaux de la RBC.

Le Comité régional bruxellois de la coopération au développement s'est réuni deux fois au cours de l'année, afin de veiller à la cohérence des politiques bruxelloises en faveur du développement durable et des actions réalisées dans les pays du Sud. Une consultation de la société civile a également eu lieu.

Deux financements pour de l'aide humanitaire ont été octroyés respectivement au Consortium 12.12 et à la Croix-Rouge de Belgique, afin de soutenir les victimes touchées par les tremblements de terre en Turquie et Syrie ainsi qu'au Maroc.

L'année 2023 a par ailleurs été marquée par une aggravation subite du conflit israélo-palestinien. La mission ministérielle dans le Territoire palestinien occupé et la signature de l'accord de partenariat entre la RBC et le Gouvernorat de Ramallah et Al-Bireh, programmées fin novembre, ont dû être annulées.

Renforcer les capacités des régions partenaires en matière de résilience urbaine, à Rabat, Kinshasa et dans le Territoire palestinien occupé

Pour garantir une planète viable et équitable d'ici 2030, le soutien à la résilience urbaine des villes du Sud est impératif.

Afin de contribuer à cet objectif, la RBC concentre ses efforts en particulier dans ses régions partenaires: la Région de Rabat-Salé-Kénitra au Maroc, la Ville-Province de Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), et le Gouvernorat de Ramallah et Al-Bireh dans le Territoire palestinien occupé.

Dans ce contexte, une série de réalisations et projets peuvent être épinglés.

LE PROJET PILOTE «DIGITALISATION DU REGISTRE DE LA POPULATION DE LA COMMUNE DE KINTAMBO»

La Division urbaine de l'Intérieur et de la Sécurité de la Ville-Province de Kinshasa a bénéficié, fin 2022, d'un subside de 200 000 euros pour développer un projet pilote de digitalisation du registre de la population de la Commune de Kintambo. Ce projet, d'une durée de deux ans, a pris son envol en 2023.

Des séances d'information ont été organisées pour les différents acteurs impliqués dans le projet: les autorités nationales, provinciales et locales ainsi que les citoyens. Des séances de sensibilisation sur la tenue du recensement administratif et digital ont par ailleurs été déployées pour les acteurs communaux. Et une étude sur les logiciels utilisés en matière d'État civil en RDC a été réalisée afin de choisir l'outil le mieux adapté aux réalités de Kinshasa. Testé à petite échelle, le logiciel retenu nécessite encore quelques adaptations avant de réaliser le recensement digital sur l'ensemble du territoire de la Commune de Kintambo.



Maître Noël, coordinateur kinois du projet, sensibilise les acteurs communaux.

APPEL À PROJETS SUD

L'édition 2023 de l'appel à projets Sud, axé sur le développement économique durable et inclusif, a été coorganisée par Brussels International et [hub.brussels](#). Sept projets ont été retenus. Ils bénéficient, ensemble, d'un financement de la RBC de 450 000 euros.

Pour la première fois en 2023, des projets appelés à être mis en œuvre dans le Territoire palestinien occupé pouvaient être sélectionnés. Le projet «Ma dignité est mon droit: les femmes palestiniennes qui travaillent dans les colonies israéliennes acquièrent plus de pouvoir», soumis par [Oxfam](#), a été retenu dans ce contexte.

Le projet «Ma dignité est mon droit: les femmes palestiniennes qui travaillent dans les colonies israéliennes acquièrent plus de pouvoir»

Ce projet, porté par Oxfam-Solidarité, porte sur l'autonomisation des femmes palestiniennes vivant dans des zones semi-urbanisées des provinces de Tubas et de la vallée du Jourdain, et travaillant dans les colonies israéliennes.

Les Palestiniennes travaillant dans ces zones subissent de nombreuses pressions en termes de discrimination et de violations des droits humains fondées sur la nationalité et le sexe. Pour cette raison, le projet vise à répondre aux besoins urgents, tant psychologiques qu'économiques, de ces femmes qui, pour la majorité, sont des mères célibataires. L'autonomisation de ces femmes pourra être acquise grâce à l'amélioration de leurs compétences et à la connaissance de leurs droits.

Le projet «Relèvement socio-économique des femmes et filles Malewa de la Ville-Province de Kinshasa»

Ce projet, porté par l'association diasporique [Actions pour le Développement Durable](#) (APLDD) a également retenu l'attention du comité de sélection.

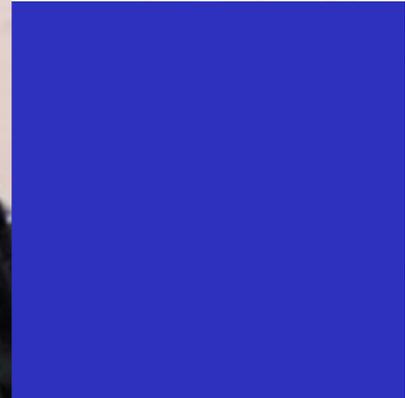
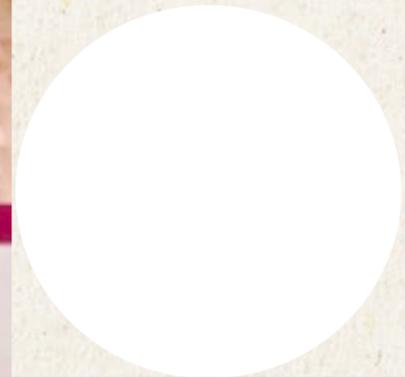
Les femmes et filles Malewa cuisinent dans la rue sur un brasero ou un barbecue. Ces restaurants de fortune sont appelés «Malewa», terme qui signifie restaurant en lingala. Le projet vise l'accompagnement de 50 femmes Malewa dans la promotion et la valorisation de leurs activités entrepreneuriales en restauration, ainsi que le renforcement de leurs capacités au travers de formations en hygiène alimentaire, aliments et valeurs nutritionnelles, et techniques d'art culinaire. L'objectif ultime est de regrouper les femmes Malewa, selon les opportunités et la localisation, en cinq associations d'affaires, afin de créer cinq restaurants auxquels un soutien technique et matériel sera apporté

Le projet «J'entreprends@Rabat»

Mis en œuvre dans la Région de Rabat-Salé-Kénitra, le projet «J'entreprends@Rabat» a été introduit par [Groupe One](#). Il vise à stimuler et renforcer le parcours de femmes entrepreneures marocaines dans une perspective d'émancipation, d'innovation et de durabilité.

La première phase du projet, entamée en 2020, a permis d'adapter au contexte marocain un *business game* ludique et immersif, baptisé «J'entreprends@Rabat», ainsi qu'un module de formation «éco-coaching» visant à mettre des coaches marocaines en capacité d'intégrer le développement durable dans les *business models* des porteuses de projet.

La deuxième phase, qui s'étalera sur une période de 25 mois, doit permettre la création d'un réseau de déploiement du *business game* «J'entreprends@Rabat» ainsi que l'intégration des pratiques de développement durable en entrepreneuriat, via les modules de formation «éco-coaching» et l'organisation d'un *Sustainable Business Morocco Tour*.



◀
*J'entreprands@Rabat,
un business game
ludique et interactif*

Promouvoir la citoyenneté mondiale et solidaire sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale

La promotion de la citoyenneté mondiale et solidaire est un volet important de la coopération bruxelloise au développement. Il est en effet nécessaire que l'ensemble des citoyennes et citoyens bruxellois puissent assumer un rôle actif, tant au niveau local que mondial, dans la construction de sociétés plus pacifiques, tolérantes, inclusives et sûres. En 2023, certaines actions ont été reconduites et d'autres renforcées.

L'APPEL À PROJETS NORD

L'appel à projet Nord a pour objectif de sensibiliser les Bruxellois et Bruxelloises aux enjeux globaux, et de développer leur esprit critique vis-à-vis des informations qu'ils et elles reçoivent quotidiennement sur l'état du monde. En 2023, cet appel a permis la sélection de 11 projets, pour un montant total de 200 000 euros.

Le projet « Micro-Macro » : des podcasts pour sensibiliser aux inégalités

Le projet « Micro-Macro » de l'association de l'**Institut de la Saint-Famille d'Helmet** consiste en la création de podcasts (de 3 à 10 minutes) à destination des 650 jeunes de l'école, afin de les sensibiliser aux inégalités à Bruxelles, en Belgique et au Sénégal (micro), et de leur permettre de comprendre les enjeux mondiaux sous-jacents (macro).

Ces podcasts seront réalisés durant un an par 16 élèves volontaires porteurs du projet en collaboration avec des jeunes Sénégalais, afin de mettre en lumière les convergences et divergences de vues entre les deux pays en matière d'inégalités. Ils aborderont également les différents types d'inégalités existantes et les enjeux Nord-Sud. Leur contenu sera développé dans le cadre de week-ends de formation et d'un séjour de rencontre interculturelle au Sénégal.



Le projet « Israël-Palestine : pour mieux comprendre » : prévenir les discours de haine et la violence

Le projet « Israël-Palestine : pour mieux comprendre » de l'ASBL Actions in the Mediterranean (AIM) fait également partie des lauréats de l'appel à projets Nord. L'association est partie du constat qu'à Bruxelles, de nombreux discours de haine et actes de violence parmi les jeunes et moins jeunes se basent sur des stéréotypes islamophobes et antisémites, renforcés par plusieurs événements qui se sont déroulés ces dernières années – voire ces dernières semaines, avec la reprise du conflit israélo-palestinien – en Europe et plus largement en Occident, tels que la montée de l'extrême droite et les attentats terroristes.

Le conflit israélo-palestinien reste un sujet très sensible au sein de nos sociétés. L'occupation illégale des territoires palestiniens par l'État d'Israël et le développement de la colonisation ont contribué à renforcer les amalgames entre Gouvernement israélien, d'une part, et société et peuple juifs, d'autre part. Afin de lutter contre ces stéréotypes et de nuancer les débats, l'association a choisi de s'adresser directement aux jeunes et à leurs professeurs. Ce projet réunit, chaque année scolaire, des jeunes de cinquième année secondaire de plusieurs écoles, représentant les réalités, et la diversité, du paysage socio-culturel et socio-économique à Bruxelles.

JOURNÉE ANNUELLE SOLIRIS.BRUSSELS 2023

La journée annuelle de la plateforme **Soliris.brussels** a été coorganisée par le **CNCD-11.11.11** et **Echos Communication** – les deux structures porteuses du projet – le 28 septembre 2023 au Parlement bruxellois.

Dans son discours introductif, la Secrétaire d'État bruxelloise en charge de la Coopération au Développement a réaffirmé son soutien à la plateforme. Des ateliers portant sur des enjeux d'actualité ont ensuite été organisés. Ils ont abordé divers aspects des **Objectifs de développement durable** (ODD) de l'**Organisation des Nations Unies** (ONU), tels que l'agriculture et l'alimentation (ODD 2, 3, 6 et 15), les partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17), la lutte contre les changements climatiques (ODD 13) ainsi que la réduction des inégalités et la justice migratoire (ODD 10 et 16). En fin de journée, un large panel d'acteurs de la coopération bruxelloise (communes, fédérations, organisations de la société civile, diasporas) a débattu d'importantes questions concernant le rôle des diasporas et des communes dans la coopération au développement, dans le contexte de la fin de la **Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine de l'ONU**.

La journée Soliris.brussels a connu une affluence particulière par rapport à celle de l'année 2022, avec la présence de davantage d'organisations non-membres de la plateforme. Nombre d'entre elles ont entre-temps intégré Soliris.brussels ou s'apprêtent à le faire.



Journée annuelle de la plateforme Soliris.brussels, le 28 septembre 2023, au Parlement bruxellois

LA CAMPAGNE « FAIRE DE BRUXELLES-CAPITALE UNE RÉGION DU COMMERCE ÉQUITABLE »

La campagne « Faire de Bruxelles-Capitale une Région du commerce équitable », lancée officiellement au Parlement bruxellois en mai 2021, vise à rendre la Région bruxelloise plus équitable et à devenir la première région belge à obtenir le label de « Région du commerce équitable ».

Comme lors des éditions précédentes, un petit déjeuner équitable a été organisé en octobre au **Parlement bruxellois**, à l'initiative de Brussels International, des **Communes du Commerce équitable** et d'**Enabel**. Cette première édition sous la direction de Brussels International en tant qu'organisateur principal a été marquée par la participation de nombreuses personnalités politiques de la Région, parmi lesquelles le premier Vice-Président du Parlement bruxellois, la Secrétaire d'État chargée de la Transition économique et de la Recherche scientifique, et deux députées.

Deux années après le lancement de la campagne, un bilan 2021-2023 a été réalisé dans le cadre d'un marché de services commandé par Brussels International. Cette étude a compilé les données quant aux activités de sensibilisation, de communication et de consommation de produits équitables (alimentaires et non alimentaires) auprès de 25 organismes publics de la RBC. Les résultats indiquent une amélioration positive de la connaissance et de la conscientisation concernant les critères équitables ainsi qu'une augmentation notable de la pénétration des produits alimentaires équitables au sein des organismes publics qui ont participé à l'étude entre 2021 et 2023².



² Pour en savoir plus, consultez l'article publié par Brussels International sur la campagne « Faisons de Bruxelles-Capitale une Région du commerce équitable ».



LES RELATIONS PUBLIQUES, LE PROTOCOLE ET LES VOYAGES

Les relations publiques

Brussels International organise ou coordonne la participation de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) à de grands événements : expositions universelles et internationales, Brussels Days, colloques internationaux, visites d'État ou encore missions princières.

Brussels Days 2023 : opération séduction à Madrid et Barcelone

Du 18 au 22 septembre, la RBC est partie à la conquête de l'Espagne, et en particulier de Madrid et Barcelone, à l'occasion de la 17^e édition des Brussels Days.

Organisés chaque année dans une métropole différente par Brussels International, [visit.brussels](https://www.visit.brussels) et [hub.brussels](https://www.hub.brussels), les Brussels Days visent à renforcer la position de la RBC sur la scène internationale. Ils valorisent le dynamisme économique et le potentiel touristique de Bruxelles, et mettent en avant ses talents, son savoir-faire et son art de vivre.

La délégation bruxelloise était menée par le Ministre-Président de la RBC et la Secrétaire d'État bruxelloise en charge des Relations internationales et du Commerce extérieur. Ils étaient accompagnés d'acteurs du tourisme et de la culture ainsi que d'entreprises actives dans divers secteurs, tels que la *fintech* ou la construction durable.

Brussels International y a organisé deux événements culturels et deux rencontres politiques.

LE STREET ART BRUXELLOIS S'EXPOSE À MADRID

À Madrid, la délégation bruxelloise a inauguré une fresque murale de l'artiste bruxellois de *street art* **Jaune**, dont le travail met en avant des agents de la voirie dans des situations drôles et parfois cocasses.

L'œuvre offerte par la RBC orne un mur mis à disposition par le syndicat espagnol UGT (*Unión General de Trabajadoras y Trabajadores*), à l'angle de l'*Avenida de Bruselas* et de la *Calle de Villafranca*. Elle présente des bistrotts et façades typiques de Bruxelles et de Madrid, animés par des agents de propreté madrilènes qui s'y reposent, escaladent des bâtiments, s'amuse... tandis que la saleté s'accumule.

Après l'inauguration, des rencontres politiques en matière de tourisme, de numérisation et d'économie étaient au programme au siège de la Communauté urbaine de Madrid.



▲ Inauguration de la fresque de l'artiste bruxellois Jaune à Madrid

▼ La performance Ghost Trance Music de la compagnie Rosas et de musiciens de l'ensemble Ictus

LA CHORÉGRAPHIE BRUXELLOISE À L'HONNEUR

À Barcelone, un spectacle chorégraphié par Anne Teresa De Keersmaeker était au programme. Sur une composition d'Anthony Braxton jouée par les musiciens de l'ensemble bruxellois **Ictus**, ce spectacle interprété par des danseurs de la compagnie **Rosas** a suscité l'enthousiasme du public, lors de deux représentations *sold out* au magnifique musée d'art contemporain **MACBA**.



RENCONTRE POLITIQUE

La Secrétaire d'État bruxelloise aux Relations internationales et au Commerce extérieur a été invitée à l'Hôtel de Ville de Barcelone pour y rencontrer deux des Vice-Maires. Leurs échanges ont porté sur le tourisme, l'image internationale de Bruxelles et de Barcelone ainsi que la promotion économique.

Visites d'État en Afrique du Sud et en Allemagne

ÉCONOMIE, ART ET ACTION SOCIALE EN AFRIQUE DU SUD

Du 22 au 27 mars 2023, le Ministre-Président de la RBC, accompagné par Brussels International et [hub.brussels](#), a participé à une visite d'État en Afrique du Sud.

À Pretoria, le programme fut essentiellement protocolaire, à l'exception de la participation à un *business forum*.

Brussels International a participé à l'organisation et cofinancé un événement à grande portée symbolique à Johannesburg: la visite du Skateistan, *skatepark* dont la construction et le fonctionnement ont été financés par la PME bruxelloise [The Skateroom](#). Faisant décorer des *skateboards* par les plus grands artistes mondiaux, vivants ou non, cette PME consacre 10 % de son chiffre d'affaires à la construction et au fonctionnement de *skateparks* dans des quartiers défavorisés. Le Skateistan de Johannesburg touche près de 1 000 jeunes, dont 44 % de filles.

Alliant économie, art et action sociale, cet événement s'est déroulé en présence de LL.MM. le Roi Philippe et la Reine Mathilde, de la Ministre belge des Affaires étrangères, du Ministre-Président de la RBC, du CEO de [The Skateroom](#), Charles-Antoine Bodson, et de l'artiste sud-africain Robin Rhode qui a décoré les *skateboards* dont la vente a permis de financer le *skatepark*.



LL.MM. le Roi Philippe et la Reine Mathilde ont visité l'école de skateboard du Skateistan à Johannesburg.

Toujours à Johannesburg, la délégation bruxelloise – rappelant ainsi l'importance du secteur des industries créatives pour la RBC – a visité l'atelier de [William Kentridge](#), célèbre artiste sud-africain ayant travaillé sur divers projets artistiques à Bruxelles.

RENCONTRE BILATÉRALE ET MOBILITÉ DURABLE EN ALLEMAGNE

Du 5 au 7 décembre 2023, le Ministre-Président de la RBC a participé à une seconde visite d'État, en Allemagne cette fois, en compagnie de Brussels International, [visit.brussels](#) et [hub.brussels](#).

Berlin, premier partenaire officiel de la RBC au niveau international et l'un des plus importants aujourd'hui, est lié à la RBC par un accord de coopération signé le 1^{er} juin 1992. Lors de cette visite d'État, une rencontre bilatérale entre le Maire de Berlin et le Ministre-Président de la RBC fut l'occasion d'échanger sur de nombreux sujets d'actualité et de réaffirmer l'importance de ce partenariat. Le Ministre-Président a par ailleurs pu participer à la rencontre protocolaire entre le Maire de Berlin et S.M. le Roi Philippe, en raison de cette longue relation entre les deux capitales.

Parmi de nombreux domaines de coopération, Berlin et Bruxelles ont notamment mis en avant la mobilité durable, illustrée par les deux nouvelles liaisons ferroviaires de nuit entre les deux capitales, lancées en 2023. Brussels International a participé, avec [visit.brussels](#), à l'organisation d'un événement à l'Hôtel de Ville de Berlin, en présence du Maire de Berlin et de la Ministre berlinoise de la Mobilité, du Climat et de l'Environnement, afin de mettre en évidence la proximité des deux villes-régions au travers de ces nouvelles liaisons.

Lors de la visite d'État en Allemagne, événement de réseautage entre acteurs bruxellois et berlinois du tourisme afin de renforcer l'image de Berlin et de Bruxelles en tant que destinations ferroviaires européennes



Mobiliser les initiatives qui font rayonner la Région bruxelloise

Brussels International joue un rôle important dans l'identification des initiatives permettant le rayonnement de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), en mobilisant l'énergie créative et le savoir-faire des associations bruxelloises au service des relations internationales, de la coopération au développement et du rayonnement régional.

Plusieurs appels à projets sont organisés annuellement dans ce but, en matière de sport et de coopération au développement ainsi que dans le cadre des accords bilatéraux. Les projets subventionnés dans le cadre de la politique FEDER (Fonds européen de développement régional) ont aussi un impact non négligeable sur la qualité de vie dans la Région, son attractivité et son dynamisme.



UNE RÉGION JEUNE ET DYNAMIQUE

Plus de 200 associations travaillant avec les jeunes à travers le sport bénéficient d'un soutien dans le cadre de l'appel à projets « Une Région jeune et dynamique », lancé chaque année dans le cadre de la promotion de l'image nationale et internationale de la RBC.

Cet appel à projets vise à soutenir les clubs sportifs travaillant avec des jeunes ainsi que les associations porteuses de projets renforçant le dynamisme urbain et la qualité de vie dans la Région à travers le sport. Les clubs sportifs peuvent en effet jouer un rôle important dans le développement d'une identité régionale forte et positive. Par ailleurs, le sport favorise l'intégration des jeunes et leur permet d'être porteurs d'une identité bruxelloise où la solidarité, l'émancipation, l'intégration et la diversité occupent une place de premier ordre. Enfin, le sport contribue aussi au dynamisme des quartiers, à la cohésion sociale et à l'attractivité de la RBC.

En 2023, sur 227 dossiers introduits, 213 projets ont été retenus. Avec une attention particulière accordée à la dimension sociale et durable, ces projets offrent une plus-value claire pour la promotion de l'image de la Région.

Le protocole et les voyages

Les services offerts par Brussels International dans le cadre du protocole couvrent un large éventail de domaines: l'accueil de délégations étrangères, l'envoi de missions à l'étranger, la participation à des événements internationaux (expositions universelles, Brussels Days, conférences et colloques, etc.), les rencontres officielles publiques ou privées entre dignitaires étrangers et représentants de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), la délivrance des passeports de service, la gestion des cadeaux protocolaires, etc.

Brussels International a également la charge d'organiser les voyages de service, qui relèvent de la circulaire dédiée.

L'intégration de la gestion des voyages et du protocole au sein d'une même équipe permet de réelles synergies, tant en matière de ressources partagées que d'échanges d'informations.

Le protocole

Le service du Protocole offre aux membres du **Gouvernement bruxellois** et aux administrations du **Service public régional de Bruxelles** (SPRB) une palette élargie de services. Il prend en charge l'accueil de délégations étrangères, participe à de grands événements et apporte un appui logistique dans l'organisation des voyages dans le cadre de missions à l'étranger. Ses services couvrent des questions très pratiques (placement des drapeaux, soutien à l'obtention des visas, etc.), la gestion de la banque régionale de cadeaux protocolaires, mais aussi la sécurité des données ou le protocole 2.0 par visioconférence.

Étant l'unique service du Protocole pour l'ensemble de la RBC, il garantit l'échange d'informations, la cohérence stratégique et la transversalité des pratiques entre toutes les institutions bruxelloises (régionales, para-régionales et à terme, potentiellement, communales).

En 2023, le service du Protocole a notamment participé activement à l'organisation des Brussels Days, qui se sont tenus du 18 au 22 septembre à Madrid et Barcelone. Il a également, par exemple, veillé aux aspects protocolaires lors des visites à Bruxelles du Maire de Milan, du Maire de Québec ou encore de la Vice-Maire au Développement urbain d'Oslo.

Le service du Protocole collabore également à l'organisation de grands événements à vocation internationale organisés à Bruxelles, à l'instar du *Brussels Urban Summit* qui a réuni, en juin 2023, plus de 300 villes du monde entier.



▲ S.M. la Reine Mathilde, Madame Asmaa Rhlalou, Maire de Rabat, et Willy Van Waeyenberge, Protocol & Liaison Officer chez Brussels International, lors d'un power lunch consacré à la santé mentale dans les villes, en marge du Brussels Urban Summit



Les voyages

Nouveau marché public de services

Après une actualisation de la circulaire concernant les voyages de service à l'étranger intervenue en 2021, le travail de renforcement de l'efficacité s'est poursuivi en 2023 avec la passation d'un nouveau marché public de services destiné à sélectionner de nouveaux prestataires pour les voyages de service.

En vue d'optimiser l'utilisation des ressources, la principale nouveauté de ce marché résulte dans la mise à disposition par les prestataires d'une plateforme de consultation et de réservation en ligne, afin de faciliter les procédures de réservation et d'obtenir des tarifs plus concurrentiels.

Autre innovation: ce marché public est conçu comme un contrat-cadre, permettant que la plateforme de consultation et de réservation en ligne sélectionnée soit mise à la disposition d'autres acteurs institutionnels bruxellois. Dans ce contexte, Brussels International a déjà signé des conventions avec [hub.brussels](https://www.hub.brussels.be/) et [safe.brussels](https://www.safe.brussels.be/).

Les voyages de service

316 voyages de service à l'étranger ont été concrétisés en 2023. Représentant un tiers des déplacements, la France était de loin la destination la plus fréquente (34,48 %), suivie de l'Espagne (17,24 %) et de l'Allemagne (9,66 %).

L'avion a été le moyen de transport le plus utilisé pour les missions de service. Il représentait 49,69 % des déplacements, contre 43,44 % pour le train. Entre 2022 et 2023, on note une diminution des déplacements en avion de près de 10 % au bénéfice du train. Sans surprise, ce sont les destinations proches et aisément accessibles en train qui ont fait l'objet de déplacements par ce mode de transport. On observe cependant, depuis 2022, une utilisation du train plus fréquente pour de plus longues distances. Quelques destinations européennes plus lointaines ont ainsi fait l'objet de déplacements en train (Barcelone, Turin, Marseille, Cannes et Vienne).

Chaque voyage entrepris doit être compensé en matière d'émissions de CO₂. Pour 2023, ces émissions se sont élevées à 186,42 tonnes de CO₂, soit une compensation de 4 444,06 euros.



LES AFFAIRES MULTILATÉRALES ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE

Les affaires multilatérales

En 2023, la cellule des Affaires multilatérales de la direction des Relations extérieures s'est principalement consacrée, d'une part, à la coordination des contributions de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) à divers rapports périodiques et études, résultant des traités et engagements pris par la Belgique et la RBC au sein d'organisations internationales, et, d'autre part, à l'organisation du *Brussels Urban Summit*, événement métropolitain organisé par Brussels International en collaboration avec différents réseaux internationaux et qui s'est déroulé du 12 au 15 juin 2023.

Rapportage

Organisation internationale du Travail

Conformément aux statuts de l'[Organisation internationale du Travail](#) (OIT), la Belgique doit publier un rapport annuel sur les mesures prises pour mettre en œuvre les conventions internationales du travail qu'elle a ratifiées. Ce rapport est ensuite examiné par un comité d'experts, qui peut formuler deux types d'observations: des commentaires et/ou des demandes directes.

La RBC a contribué activement à l'élaboration de ce rapport, et plus particulièrement sur des demandes directes concernant la protection des travailleurs portuaires contre les accidents et sur la [Convention du travail maritime](#). Brussels International a coordonné les contributions des administrations régionales bruxelloises et remis son rapport au [Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale](#) en mai 2023.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies

Suite aux observations finales du [Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies](#) (CESCR) sur le cinquième rapport périodique de la Belgique, adoptées le 26 mars 2020, notre pays a été invité à fournir des informations supplémentaires sur trois sujets spécifiques: le travail domestique, la pauvreté et les expulsions forcées. La contribution de la RBC, coordonnée par Brussels International et transmise au [Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement](#) en janvier 2023, portait sur la thématique des expulsions de logement. En juillet 2023, la Région a également répondu à des questions supplémentaires concernant les développements survenus depuis sa dernière contribution au rapport périodique en 2020.

Examen périodique universel

L'examen périodique universel (EPU) est un processus unique par lequel les droits humains des 193 États membres des Nations Unies sont examinés périodiquement. Au cours du cycle de cinq ans qui sépare les sessions de l'EPU, chaque État Membre des Nations Unies doit veiller à la mise en œuvre des recommandations faites à l'issue du précédent EPU. À cet égard, il est essentiel qu'entre les cycles, tous les organes gouvernementaux concernés fournissent des informations sur la manière dont le suivi effectif de ces recommandations est assuré.

Au cours de son troisième EPU, la Belgique a accepté la recommandation de travailler régulièrement avec la société civile afin d'assurer le suivi des recommandations découlant de l'EPU. Dans ce cadre, Brussels International a coordonné la préparation des réponses et représenté la RBC, lors d'une discussion avec les parties prenantes organisée en juin 2023.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe : conférence de Varsovie sur la dimension humaine

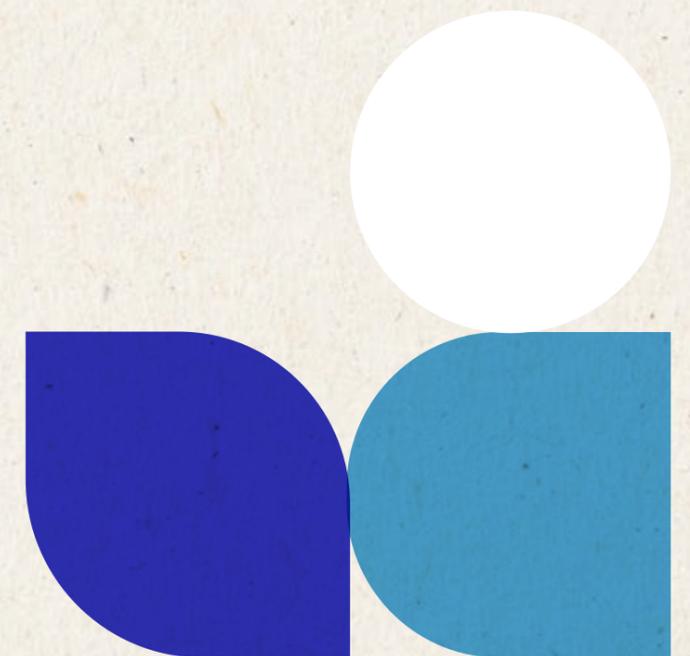
La conférence de Varsovie sur la dimension humaine au sein de l'[Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe](#) (OSCE) — principale conférence sur les droits humains en Europe — s'est tenue en octobre 2023. Lors de cette réunion annuelle, les États membres sont interpellés, tant par les ONG que par d'autres États membres, sur des questions relatives aux droits humains.

En tenant compte des thèmes récurrents, Brussels International a coordonné la contribution de la RBC à la préparation des réponses belges, allant de l'abattage des animaux sans étourdissement à la décolonisation de l'espace public.

Rapport national sur l'application de la Charte sociale européenne (révisée)

La [Charte sociale européenne \(révisée\)](#) est un traité du [Conseil de l'Europe](#) qui garantit les droits sociaux et économiques fondamentaux. Le [Comité européen des droits sociaux](#) (CEDS) dispose de deux mécanismes de contrôle pour veiller au respect des dispositions de cette Charte: la procédure de réclamations collectives et la procédure de rapport. Chaque année, la Belgique soumet un rapport sur le suivi de l'application de la Charte.

En 2023, la Belgique devait soumettre un rapport thématique ad hoc sur le thème de la crise du coût de la vie. Ce 18^e rapport a été soumis au CEDS fin décembre 2023.



Études

Metropolitan Review de l'Organisation de coopération et de développement économiques

L'étude sur la région métropolitaine de Bruxelles réalisée par le [Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes](#) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a débuté en 2022. Cette étude visait à fournir un diagnostic objectif des forces et des défis de la région métropolitaine de Bruxelles pour construire une ville plus inclusive et durable. Elle s'est concentrée sur les thèmes du logement, de l'urbanisme, de la gouvernance métropolitaine et des finances publiques. Menée par Brussels International, elle a été achevée fin 2023 et approuvée au sein du [Groupe de travail de l'OCDE sur la politique urbaine \(WPURB\)](#). Le rapport final sera publié en 2024.

Délégation de Brussels International lors de la présentation, à Paris, de la Metropolitan Review au WPURB.



Soutien financier aux universités

Pour la première fois depuis la pandémie de Covid-19, Brussels International a, à nouveau, soutenu financièrement une équipe d'étudiants de la [Vrije Universiteit Brussel \(VUB\)](#) et de l'[Université libre de Bruxelles \(ULB\)](#) pour leur participation aux nouvelles éditions des *Simul'ONU*. Ces conférences et exercices de simulation des Nations Unies sont conçus pour enseigner aux participants l'art de la négociation, de la communication et de la diplomatie multilatérale dans un environnement international.

Traités

Le 15 décembre 2023, le [Parlement bruxellois](#) s'est prononcé sur l'assentiment à l'[accord commercial entre l'Union européenne et la Communauté andine](#), signé le 26 juin 2012. La Belgique est en effet le seul État membre de l'Union européenne à ne pas l'avoir ratifié à ce jour.

La ratification de ce texte, qui ne répond certes plus aux derniers standards en la matière, est une étape essentielle pour que sa modernisation soit possible. Ainsi, la [Commission européenne](#) s'est engagée formellement à faire appel à la clause de révision de l'article 334 de l'Accord et à le renégocier afin de permettre de l'aligner sur les acquis les plus récents en matière de commerce et de développement durable, notamment concernant des mécanismes de sanctions plus puissants et une plus grande implication de la société civile. La Commission européenne s'est également engagée à faire de l'[Accord de Paris](#) un élément essentiel de l'accord et à ajouter de nouvelles dispositions relatives au genre.

Réseaux

Outre les organisations internationales, il existe également des réseaux internationaux qui rassemblent les villes et les régions autour de l'échange de connaissances et de la défense de leurs intérêts.

Le Brussels Urban Summit

Le *Brussels Urban Summit* (BUS) s'est tenu à Bruxelles du 12 au 15 juin 2023. Cette conférence urbaine unique était organisée par Brussels international, en collaboration avec certains des réseaux urbains les plus influents tels qu'*Eurocities*, *Metropolis* et l'*Initiative de l'OCDE des Maires champions pour la croissance inclusive*.

Au sein de la RBC, de nombreux partenaires ont également apporté leur contribution: le *Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales*, *perspective.brussels*, *urban.brussels*, *hub.brussels*, *visit.brussels* et la direction Communication du *Service public régional de Bruxelles*.

L'événement avait pour thème « Les réponses urbaines aux défis mondiaux ». Les villes sont en effet confrontées à de nombreux défis mais elles sont aussi des moteurs de changement. En travaillant en réseau et en partageant leurs problèmes respectifs, elles parviennent à apporter des solutions à ces problématiques mondiales, et à se faire entendre de leurs gouvernements nationaux ou des organisations internationales. Cette approche est particulièrement importante dans une période de grands changements, comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans le cadre d'un dialogue urbain mondial, le BUS a mis l'accent sur diverses priorités, actions communes et solutions urbaines qui contribuent à relever les défis mondiaux. Les sessions plénières et ateliers ont abordé de nombreux thèmes clés: les inégalités, la diversité, les migrations et le climat, mais aussi la croissance inclusive et le logement, les solutions numériques et les villes du futur, la culture durable et inclusive, le bien-être et les soins, ou encore la gouvernance métropolitaine.

En outre, les réseaux de villes ont profité de cet événement pour organiser leurs réunions statutaires. Et diverses visites de terrain ont permis aux participants de découvrir des solutions bruxelloises aux problèmes urbains locaux. Enfin, le BUS a également été une excellente occasion de mettre la Région en évidence et de montrer que Bruxelles, c'est bien plus que le Quartier européen.

Le BUS a rassemblé plus de 1 700 participants de 82 pays différents. 228 villes étaient représentées, dont 74 par leur maire ou bourgmestre.



Des membres de l'équipe de Brussels International lors de la cérémonie d'ouverture du BUS aux Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique

Le BUS en quelques chiffres

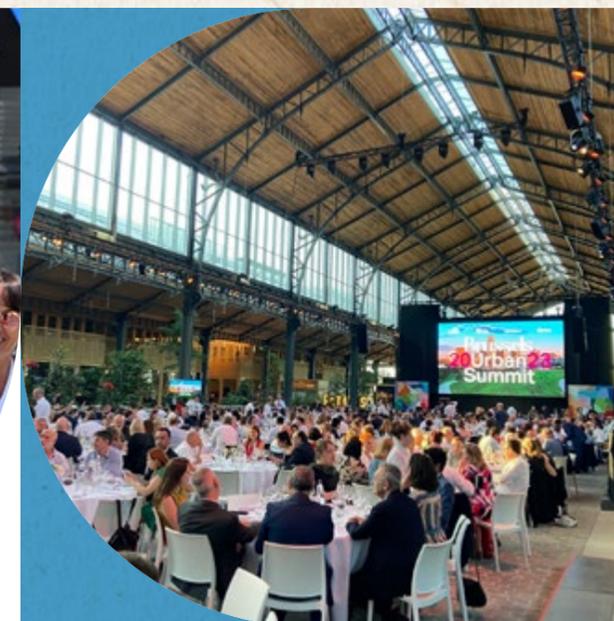
- 1 734 participants
- 228 villes
- 82 pays
- 74 bourgmestres ou maires
- 90+ orateurs
- 5 plénières
- 27 workshops
- 15 visites de projets
- 8 événements

Deux documents ont été édités à l'issue de l'événement: le *rapport final du BUS* et le *Brussels statement on connecting and empowering cities*.

Le BUS a permis de faire (re)découvrir Bruxelles aux participants: départ pour l'une des visites de projets innovants dans le quartier du Canal, zone stratégique où la Région investit dans la résilience économique.

Remise des Eurocities Awards à la Gare Maritime de Tour & Taxis, joyau du patrimoine bruxellois

Lors du BUS, le panel consacré à la migration a réuni notamment les maires de Lviv, Bogota et Bamako.



Assemblée des Régions d'Europe et Réseau Eurodyssey

La RBC est membre de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE), le plus large réseau indépendant de 230 régions membres issues de 35 pays et 15 organisations interrégionales dans la grande Europe.

En juin 2023, lors de l'Assemblée générale de l'ARE, le mandat de vice-présidence de la RBC a été renouvelé pour la période 2024-2026. Ce mandat se focalisera sur la coopération interrégionale et mondiale.

Durant toute l'année, la RBC a participé activement aux activités de l'ARE via son [Bureau politique](#), ses comités et [groupes de travail](#). La Région s'est essentiellement concentrée sur les travaux de la Commission pour l'Économie et le Développement régional. Elle a également organisé des événements transversaux abordant des thématiques d'autres commissions, par exemple sur le thème « L'intelligence artificielle : les régions sont-elles à la hauteur du défi ? », abordé sous les angles économique, social et éducatif.

L'ARE a permis à la Région bruxelloise de renforcer son influence politique et sa coopération avec d'autres régions (par exemple en matière de politique de cohésion européenne), notamment au [Comité européen des régions](#) (par exemple à l'Alliance des Villes et Régions pour la Reconstruction de l'Ukraine du Comité des régions) et via le [Ukraine Focus Group](#) – Partenariat régional pour la Reconstruction de l'Ukraine.

Créé par l'ARE, le programme [Eurodyssey](#) permet aux jeunes diplômés de 18 à 35 ans d'effectuer un stage professionnel de 6 mois en Europe. La RBC – par le biais de ses administrations Brussels International et [Actiris](#) – est membre d'[Eurodyssey](#) et participe à son programme d'échange qui permet de lutter contre le chômage des jeunes en leur offrant une expérience internationale et en développant leurs compétences linguistiques. En 2023, 35 jeunes demandeurs d'emplois bruxellois ont participé à un stage professionnel dans l'une des entreprises des 18 régions européennes partenaires du programme. Parallèlement, des entreprises bruxelloises de divers secteurs ont accueilli 40 stagiaires d'autres régions membres.



Metropolis et CGLU

L'Assemblée générale extraordinaire de [Metropolis](#), réseau mondial des grandes villes et métropoles, s'est tenue dans le cadre du 14^e congrès mondial de l'organisation et durant le *Brussels Urban Summit*, le 14 juin 2023. La RBC y était représentée en tant que vice-présidente régionale et trésorière. Du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026, la Région assurera les mandats de co-présidente et co-trésorière.

Metropolis fonctionne par ailleurs comme la section métropolitaine de l'organisation mondiale [Cités et Gouvernements Locaux Unis](#) (CGLU), depuis sa constitution en 2004. En 2023, la RBC est devenue membre de CGLU, qui a participé en qualité de partenaire associé au *Brussels Urban Summit*.

La Politique européenne

2023 a été marquée par la création de la direction Europe au sein de Brussels International. Cette direction résulte de la fusion de l'ancienne cellule des Affaires européennes, rebaptisée cellule de Coordination européenne, et de la Délégation de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) auprès de l'Union européenne (UE).

Cette évolution permet de renforcer les synergies et la coordination des affaires européennes, de la négociation à la mise en œuvre. En effet, la Délégation de la RBC auprès de l'UE représente la Région et défend ses intérêts auprès des institutions européennes; tandis que la cellule de Coordination soutient l'ensemble des administrations et organismes d'intérêt public bruxellois dans la mise en œuvre du droit européen, le développement de projets ou encore le suivi de programmes européens.

En 2023, la direction Europe s'est concentrée sur deux volets stratégiques: la participation de la RBC à la [présidence belge du Conseil de l'Union européenne](#) (UE) et la mise en place d'un pôle de développement de projets, accompagné d'une série d'instruments et d'initiatives dont les résultats sont déjà probants.

Préparation de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne

De janvier à juin 2024, la Belgique assure la présidence du Conseil de l'UE. L'ensemble des acteurs belges s'y préparent activement depuis près de deux ans mais l'année 2023 a été particulièrement intense.

La RBC a été pleinement impliquée dans ce processus préparatoire et en particulier dans la *task force* coordonnée par le [Service public fédéral des Affaires étrangères](#).

Parallèlement, la direction Europe a mis en place une *task force* afin d'assurer une bonne coordination et une bonne transmission de l'information auprès de l'ensemble des acteurs bruxellois.

Elle a soutenu la préparation de la présidence du Conseil « Environnement », notamment pour l'organisation d'une réunion ministérielle informelle à Bruxelles qui reflète les priorités de la

Belgique: l'économie circulaire, la transition juste et l'adaptation.

Elle a également contribué à l'organisation d'une rencontre de haut niveau entre maires des grandes villes européennes sur l'avenir de la politique urbaine en Europe; rencontre marquée par la signature de la Déclaration de Bruxelles des Maires européens, présentant des priorités et recommandations pour une politique urbaine forte et ambitieuse après les élections européennes.

La direction Europe a aussi participé activement aux préparatifs des formations du Conseil de l'UE dans lesquelles la Région bruxelloise est impliquée (emploi, industrie, recherche, transport et bien-être animal).



Une partie des équipes chargées de l'organisation du volet bruxellois de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne



Coordination et suivi des propositions législatives

Par ailleurs, l'année 2023 a été particulièrement active au niveau législatif, l'objectif des institutions européennes étant de boucler les grands chantiers initiés pendant cette législature.

Révision du cadre financier pluriannuel

La proposition de révision du cadre financier pluriannuel est débattue au [Conseil de l'UE](#) depuis l'été 2023. Elle comprend notamment des augmentations budgétaires importantes liées à la hausse des taux d'intérêts (afin de financer les programmes de [NextGenerationEU](#)³, dont la [facilité pour la reprise et la résilience](#)⁴) et à la création d'une facilité pour l'Ukraine⁵, ainsi qu'une nouvelle proposition de règlement établissant une [Plateforme de Technologies stratégiques pour l'Europe](#) (STEP, Strategic Technologies for Europe Platform) avec des impacts sur la politique de cohésion et les politiques d'innovation.

Alors qu'il y avait une certaine urgence, la présidence espagnole n'a pas pu finaliser le dossier, qui devrait l'être par la présidence belge.

Politique de cohésion

À l'automne, un programme de révision a été ouvert au travers du règlement omnibus⁶ STEP, en vue notamment de favoriser les investissements de la politique de cohésion dans certains secteurs technologiques de niche visant à renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe.

Une série de débats sur le futur de la politique de cohésion (post-2027) ont déjà été lancés et des conclusions ont été adoptées par le Conseil de l'UE à cet égard. La Région bruxelloise a veillé à y défendre la poursuite d'une politique de cohésion territorialisée et associant de près les régions.

Industrie

En ce qui concerne la filière Industrie, l'année 2023 a été entièrement consacrée aux propositions de règlement visant à garantir l'approvisionnement en matières premières critiques ([Critical Raw Materials Act](#)) ainsi qu'à l'industrie à technologie nette zéro⁷ ([Net Zero Industry Act](#)). Cette dernière proposition sera finalisée sous la présidence belge en 2024.

Tourisme

Dans le secteur du tourisme, le principal dossier de l'année concernait la proposition de règlement visant à accroître la transparence des locations de logements de courte durée (Short Term Rentals). [L'accord conclu en novembre](#) 2023 stipule que les

États membres conservent le contrôle total de la réglementation de ce secteur. Cette décision a été soutenue par la RBC en vue de pouvoir décider elle-même des restrictions imposées aux propriétaires de logements de courte durée sur son territoire.

Recherche

Au cours du premier semestre, la RBC a assuré la représentation de la Belgique pour la filière recherche. L'accent a été mis sur l'accélération de la transition vers la science ouverte, l'importance de la science pour la politique, la coopération internationale en matière de Recherche & Innovation (R&I) et l'infrastructure de recherche.

Environnement

En matière d'environnement, l'activité législative européenne reste très soutenue. La délégation de la RBC a été mandatée pour défendre la position belge dans le cadre :

- du paquet « Émissions & Polluants », la révision du règlement sur les gaz à effet de serre fluorés et la révision du règlement relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;
- de la « Stratégie Biodiversité », le règlement sur les objectifs de restauration de la nature ;
- du paquet « Zero pollution », la refonte de la directive sur le traitement des eaux résiduaires urbaines, ainsi que la révision de la liste de substances présentes dans les eaux de surface et les eaux souterraines.

Emploi et affaires sociales - EPSCO (Employment, Social Policy, Health and Consumers Affairs)

Les travaux sur certains dossiers du Conseil [Emploi, politique sociale, santé et consommateurs](#) (EPSCO) en vue d'une Europe plus sociale se sont poursuivis à un rythme soutenu. La RBC a été particulièrement sensible à l'accent mis sur l'économie sociale et [l'Année européenne des compétences](#), pour laquelle Bruxelles a également délégué son propre coordinateur.

Politique commerciale

Les négociations en cours ont connu des avancées notables. L'année 2023 a notamment vu la signature et la ratification par le [Parlement européen](#) de [l'accord commercial entre l'UE et la Nouvelle-Zélande](#), la fin des négociations de [l'accord entre l'UE et le Chili](#), et la ratification par le [Parlement bruxellois](#) de l'accord commercial entre l'UE et la Communauté andine.

D'autres dossiers continuent à poser des problèmes ou n'ont pas connu d'avancée significative. L'accord entre l'UE et le Mercosur, malgré des pistes encourageantes, reste bloqué et son futur incertain. Les négociations avec l'Inde piétinent et le [Trade and Technology Council](#) mis en place avec les États-Unis ne répond pas aux attentes, même si son impact est loin d'être négligeable. La politique commerciale a besoin de temps pour atteindre ses

objectifs et les résultats sont lents. 2023 n'a pas échappé à la règle, même si la situation continue à s'améliorer.

Bien-être animal

La RBC a également assuré la représentation de la Belgique pour la filière bien-être animal. En vue de la présidence belge du Conseil de l'UE, la Région bruxelloise a négocié les priorités belges. Elle a préparé les aspects pratiques d'une présidence qui sera marquée par la révision de la législation européenne en matière de chiens et chats ainsi que de transport des animaux ; et ce, alors que le nouveau Code bruxellois du bien-être animal, un texte très avancé en la matière, était en cours d'adoption au Parlement bruxellois.

Transport

La Région bruxelloise s'est également impliquée dans les préparatifs de la présidence belge du Conseil de l'UE en matière de transport. Elle s'est concentrée sur quatre domaines prioritaires : la sécurité routière, la mobilité urbaine, la promotion des transports publics et des modes de déplacement actifs (en particulier le vélo, conformément à la Déclaration européenne du vélo), et l'intermodalité.

³ Doté de 800 milliards d'euros, [NextGenerationEU](#) est l'instrument de relance temporaire de l'UE qui vise à soutenir la reprise économique après la pandémie de coronavirus et à construire un avenir plus vert, plus numérique et plus résilient.

⁴ La [Recovery and Resilience Facility \(RRF\)](#), en français « [facilité pour la reprise et la résilience](#) » (FRR), est un instrument temporaire au cœur de [NextGenerationEU](#).

⁵ Une solution à long terme pour les besoins de financement de l'Ukraine, dotée de 50 milliards d'euros pour la période 2024-2027

⁶ Le règlement dit « omnibus » révisé les règles financières de l'UE afin de les rendre plus simples et davantage axées sur les résultats.

⁷ Le règlement pour une industrie « zéro net » est une initiative découlant du plan industriel du pacte vert pour l'Europe, qui vise à accroître la production de technologies propres dans l'UE.

Mise en œuvre de la politique européenne

Facilité pour la Reprise et la Résilience (RRF⁸)

Le Plan belge pour la Reprise et la Résilience est sans doute l'un des dossiers européens les plus complexes en termes de mise en œuvre.

Les directions Europe et FEDER de Brussels International y contribuent pour la coordination, le suivi, le monitoring et le contrôle, en tandem avec Bruxelles Finances et Budget responsable du volet budgétaire. Les réformes et projets sont très variés et portent notamment sur la rénovation énergétique des logements sociaux, privés et des bâtiments publics, le renforcement des services de numérisation, l'aménagement et la rénovation des pistes cyclables, une stratégie de relance pour le marché du travail ou encore la mise en œuvre des réexamens des dépenses.

En plus des nombreux défis déjà associés à ce processus complexe, la [Commission européenne](#) a réduit l'enveloppe budgétaire de la Belgique, ce qui a impliqué une révision significative du Plan. La RBC a vu son enveloppe réduite à 341 millions d'euros (la Région a également demandé un prêt de 20 millions d'euros). Certains projets ont donc dû être supprimés, et d'autres réduits ou modifiés.

Cette révision a toutefois permis d'un peu alléger cette perte, puisqu'un nouveau chapitre, lié au règlement [REPowerEU](#), a été ajouté au Plan avec l'objectif de réduire la dépendance énergétique et de renforcer l'autonomie stratégique des États membres en réponse à la guerre en Ukraine.

Au niveau de la Région bruxelloise, ce volet – qui comprend des subsides européens et un prêt de 20 millions d'euros demandé par la Région – a permis d'introduire des mesures complémentaires pour accompagner les ménages dans la rénovation énergétique de leur logement (voir encadré) et d'améliorer l'offre de transports publics propres. Des transferts de la Brexit Adjustment Reserve (BAR) vers le portefeuille de projets bruxellois ont également permis d'augmenter le budget pour la Région bruxelloise.

Enfin, le cycle du Semestre européen a, quant à lui, été temporairement adapté en vue d'intégrer les travaux réalisés dans le cadre de la Facilité pour la Reprise et la Résilience. Outre les traditionnelles étapes clés, telles que le Programme national de réforme (y compris l'annexe bruxelloise reflétant les mesures, investissements et réformes clés en réponse aux recommandations par pays), une attention particulière est désormais accordée à l'état d'avancement des projets. Comme chaque année, le Programme national de réforme a été soumis dans les délais, en avril 2023.

Régime amélioré de subventions énergétiques en Région de Bruxelles-Capitale

La mesure complémentaire introduite dans le Plan pour la Reprise et la Résilience contribuera au financement du programme d'aide à la rénovation **RENOLUTION**, pour les travaux de rénovation énergétique des ménages à faibles revenus. L'investissement concerne 1 749 logements résidentiels, qui seront rénovés afin de réduire leur demande d'énergie primaire. Il doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2024.

⁸ Recovery and Resilience Facility

Pôle « Montage de projets européens »

En période de restrictions budgétaires, toutes les possibilités de ressources financières doivent être exploitées et faire l'objet d'une attention renforcée. Assez logiquement, la RBC se tourne vers l'Union européenne pour soutenir ses ambitions politiques à l'aide de fonds. La participation aux programmes et projets européens est importante à cet égard, mais le succès n'est pas toujours garanti. Pour soutenir la participation de Bruxelles et augmenter ses chances de sélection, un pôle « Montage de projets européens » est en cours de développement au sein de Brussels International.

Ce pôle a pour ambition d'informer, de sensibiliser et d'accompagner les entités régionales désireuses de bénéficier davantage des opportunités de financement européen dans le cadre d'une série de programmes ([Horizon Europe](#)⁹, [Fonds européen de développement régional](#), [Interreg](#)¹⁰, [European Urban Initiative](#)¹¹, [programme Europe créative](#)¹², [Technical Support Instrument](#)¹³, etc.). Le pôle a une vocation de « porte d'entrée unique » pour faciliter l'accès aux financements européens, mais lorsqu'il s'agit de programmes gérés par d'autres administrations ou organismes bruxellois, son rôle consiste à orienter les porteurs de projets vers les bons départements.

Dans cet objectif d'aide et soutien des administrations bruxelloises, la direction Europe a, au cours de l'année 2023, développé une série d'outils à leur destination :

- le déploiement d'une plateforme reprenant notamment le guide de financement européen ;
- la publication d'un accord-cadre qui permettra de faire appel à une liste restreinte de consultants pour le montage de projets européens et/ou la réalisation de rapportages ;
- l'organisation de workshops dédiés au montage de projets européens, privilégiant l'échange de bonnes pratiques et faisant appel à des experts.

Le déploiement du pôle a pris sa pleine mesure avec le lancement de nombreux appels à projets. Parmi les projets sélectionnés, les partenaires bruxellois mèneront des initiatives dans le domaine du réemploi des matériaux de construction, de la rénovation de logements pour des familles à faibles revenus, de l'utilisation des voies navigables pour les petites entreprises ou encore des fermes urbaines.

⁹ Doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros, Horizon Europe est le principal programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation.

¹⁰ Instrument clé de l'UE, Interreg fournit un cadre pour la coopération transfrontalière entre les acteurs nationaux, régionaux et locaux de différents États membres (y compris les pays de l'Espace économique européen) dans le but de promouvoir un développement économique, social et territorial harmonieux de l'Union dans son ensemble. Il est financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER).

¹¹ European Urban Initiative est un outil essentiel pour soutenir les villes de toutes tailles, renforcer les capacités et les connaissances, soutenir l'innovation, et développer des solutions innovantes transférables et évolutives aux défis urbains de l'UE.

¹² Europe créative est le programme phare de la Commission européenne pour le soutien de la culture et de l'audiovisuel. Il est doté d'un budget de 2,44 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Europe créative investit dans des actions qui renforcent la diversité culturelle, et répondent aux besoins et défis des secteurs de la culture et de la création.

¹³ Le Technical Support Instrument fournit aux États membres de l'UE une expertise technique sur mesure pour concevoir et mettre en œuvre des réformes.

Directives

La transposition des directives européennes est une compétence et une obligation importante de la RBC, son non-respect pouvant entraîner de lourdes sanctions financières.

Bien que cette obligation légale soit une priorité pour la Région, le respect des délais imposés reste un défi, d'autant que la [Commission européenne](#) engage automatiquement une procédure d'infraction un mois après l'expiration du délai si la transposition intégrale n'a pas été notifiée.

Au sein de la direction Europe, l'eurocoordinateur est chargé de coordonner l'application et le respect du droit communautaire. Plusieurs initiatives ont déjà été prises ces dernières années pour inciter les administrations et cabinets bruxellois compétents à assumer leurs responsabilités, et pour rendre la procédure de transposition plus transparente et plus fluide. Afin de renforcer ces initiatives, et dans la perspective de la présidence belge du Conseil de l'UE de 2024, les efforts pour transposer les directives dans les délais ont été renforcés par un suivi plus soutenu. Ce dernier a porté ses fruits puisqu'au cours de l'année 2023, la RBC a notifié la transposition intégrale de 18 directives. Au 31 décembre 2023, seules deux directives étaient en retard de transposition, un très bon résultat pour la Région.



LA DIRECTION FEDER (FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL)

La direction FEDER

Le Fonds européen de développement régional (FEDER) est le levier financier de l'Union européenne (UE) pour mener à bien sa politique de cohésion et de développement régional. Il a pour objectif de réduire les disparités économiques, sociales et territoriales au sein des 27 États membres de l'UE, en cofinçant des projets visant une croissance intelligente, durable et inclusive.

Le cadre financier pluriannuel définit des périodes de programmation de sept années pour réaliser des projets dans les différentes régions d'Europe, assorties de deux ou trois années supplémentaires pour finaliser ces projets si nécessaire.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) a fait le choix de constituer, au sein du Service public régional de Bruxelles (SPRB) et plus spécifiquement de Brussels International, une direction chargée de la gestion et de la coordination du FEDER. Cette direction FEDER assure la préparation, la mise en œuvre et le suivi des programmes.

En début de période de programmation, la direction FEDER coordonne la rédaction du programme (décrivant la stratégie pluriannuelle d'utilisation des fonds) et lance les appels à projets (permettant la sélection de projets en lien avec les priorités décrites dans le programme). Elle accompagne ensuite les porteurs de projets, assure le bon avancement de la programmation et effectue le premier niveau de contrôle des dépenses. La direction FEDER est également le point de contact des institutions européennes, des acteurs régionaux et locaux ainsi que des bénéficiaires de fonds et des homologues d'autres régions, belges et européennes.

Soumis à la Commission européenne en septembre 2022, le programme FEDER 2021-2027 pour la RBC a été adopté en mars 2023. Cette année a donc été celle de sa mise en route, avec la sélection des projets.

La programmation FEDER 2021-2027

La mise en œuvre de la politique de cohésion (Fonds européen de développement régional et **Fonds social européen**¹⁴) dans les différentes régions d'Europe est conditionnée à l'adoption de règlements par l'UE.

Pour la période 2021-2027, ces textes réglementaires ont été adoptés en juin 2021. Un timing court pour les États membres, responsables du lancement des différents programmes, sachant que la période de programmation s'étale de 2021 à 2027. En Belgique, ce sont les régions et communautés, en tant qu'autorités de gestion, qui définissent les programmes pluriannuels, fondés sur la réalité des territoires régionaux et de leurs habitants.

Dans le cadre de la politique de cohésion et en coopération avec la **Commission européenne**, chaque État membre doit par ailleurs élaborer un accord de partenariat. Pour la Belgique, cet accord, finalisé sous le tour de rôle bruxellois et signé le 14 décembre 2022, définit la stratégie et les priorités détaillées d'investissement des fonds structurels dans les régions et communautés. Pour la période 2021-2027, la Belgique recevra plus de 2,5 milliards d'euros afin d'accélérer sa transition verte et numérique, et de soutenir le développement d'une économie compétitive, innovante et inclusive.

**MORE
FOR
BRUSSELS**

PROGRAMME FEDER • EFRO PROGRAMMA 2021-2027

**EUROPE AND
THE BRUSSELS-CAPITAL REGION
INVEST IN OUR FUTURE!**



ADOPTION DU PROGRAMME FEDER 2021-2027 DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Forte de son expertise et de sa proximité avec les acteurs de terrain, la direction FEDER de Brussels International s'est consacrée elle-même à la rédaction du programme 2021-2027 pour la Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

Le projet, adopté par le **Gouvernement régional bruxellois** en juillet 2022, a été transmis à la Commission européenne en septembre 2022, pour ensuite entamer des discussions techniques avec elle. Ces discussions n'ont pas rencontré de difficultés politiques et les contacts étaient excellents. Un accord a ainsi été trouvé et le programme a été adopté en mars 2023.

Le programme FEDER 2021-2027 avait fait l'objet, en octobre 2022, d'une première séance d'informations à destination de potentiels candidats, concernant le financement d'équipements collectifs relevant des Contrats de Quartiers durables ou des Contrats de Rénovation urbaine. D'autres séances d'informations, pour chacun des appels à projets lancés, ont suivi tout au long de l'année 2023. En parallèle, les candidatures ont progressivement été soumises, clôturées et analysées afin de présenter une proposition de sélection au Gouvernement régional.

¹⁴ Le Fonds social européen (FSE) est un levier financier très important pour la promotion de l'emploi en Europe. Il soutient la création d'emplois de qualité et permet d'offrir des perspectives professionnelles plus équitables à tous les citoyens européens. Le FSE+ soutient aussi bien des projets à destination des personnes en recherche d'emploi que des indépendants, salariés, étudiants, enseignants, etc. Une attention toute particulière est portée aux jeunes et aux personnes qui éprouvent le plus de difficultés à trouver un emploi.

PRÉPARATION DE LA SÉLECTION DE PROJETS DU PROGRAMME 2021-2027

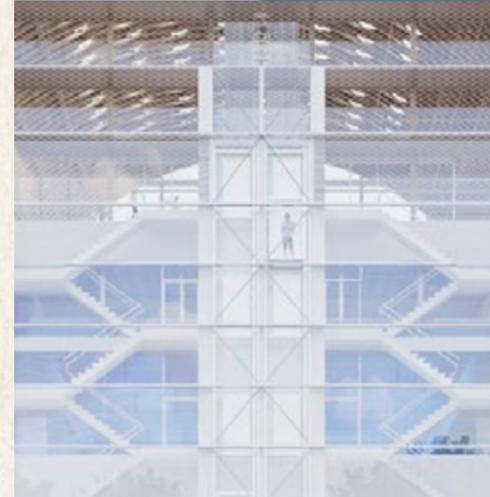
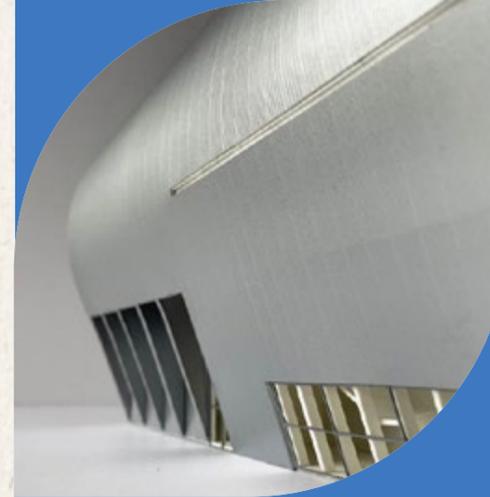
Afin de permettre une sélection d'opérateurs qui contribuent effectivement à l'atteinte des objectifs fixés, des critères ont été définis pour chacun des appels à projets lancés. La direction FEDER a détaillé ces critères, précisé les ambitions de chaque appel et les modalités de sélection dans des fiches d'appels à projets. Ces fiches ont été présentées pour validation au comité de suivi du programme, pour lequel quatre réunions ont été organisées en 2023. Deux réunions sont également planifiées en 2024.

L'analyse des critères techniques a été confiée à des experts ou des administrations partenaires afin d'évaluer la plus-value des projets parmi les nombreuses priorités du programme. L'association d'experts augmente la compréhension technique des dossiers. Il s'agit d'un processus long, la direction FEDER devant s'assurer que les professionnels sollicités sont effectivement compétents et indépendants pour éviter tout conflit d'intérêt.

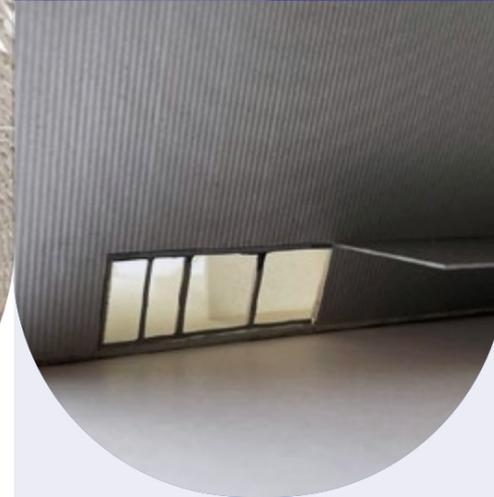
L'évaluation des critères de sélection et de mise en œuvre (compétences techniques, administratives, financières au sein des organismes candidats, etc.) a, quant à elle, été confiée à la direction FEDER.

UN BUDGET FEDER DE 121 MILLIONS D'EUROS ET UN BUDGET TOTAL DE 303 MILLIONS D'EUROS

Le programme FEDER bruxellois 2021-2027, en ligne avec les priorités européennes, investira plus de 121 millions d'euros de fonds FEDER – et au total, cofinancements compris, plus de 303 millions d'euros – dans les domaines suivants : innovation, numérisation et compétitivité des entreprises pour le développement régional (41%) ; investissements dans l'environnement au bénéfice des habitants et du développement régional (45%) ; investissements dans l'hébergement au profit de groupes spécifiques (5%) ; et soutien à la politique d'équipement des dynamiques de développement urbain (9%).



▲
Le centre sportif Vergote, financé par le FEDER dans le cadre de l'appel à projets soutenant la création d'équipements au sein de Contrats de Quartiers durables ou de Contrats de Rénovation urbaine
▶



31 PROJETS DÉJÀ SÉLECTIONNÉS

Malgré un retard occasionné par les difficultés rencontrées avec le nouveau logiciel informatique mis en place ainsi que par le processus de sélection d'experts pour certains appels à projets, 31 projets étaient déjà sélectionnés fin 2023.

Deux appels à projets lancés en octobre 2022 ont permis de sélectionner cinq projets pour des équipements supra-locaux dans le cadre de [Contrats de Rénovation urbaine](#) et 10 projets pour des équipements de proximité dans les [Contrats de Quartiers durables](#), pour un montant global de 12,5 millions d'euros chacun. Ces projets, allant de halls de sports à des crèches et salles de spectacle, doivent être mis en œuvre pour le 31 décembre 2029.

Par ailleurs, le Gouvernement régional a également approuvé cinq projets pour un budget de 8,7 millions d'euros dans le cadre de l'offre de logements ou d'hébergements intégrés pour des publics fragilisés (femmes victimes de violences intrafamiliales, personnes sans-abri ou victimes d'assuétudes, personnes souffrant d'un handicap).

Dans l'ambition de développer l'innovation au sein de son territoire, la RBC entend par ailleurs développer une véritable vitrine de l'innovation et des sciences sur le site de la Gare de l'Ouest, à destination notamment des jeunes générations. Le Gouvernement régional a,

dans ce contexte, choisi de soutenir le développement d'un *Science Promotion Lab* proposant des espaces à destination des acteurs bruxellois de l'écosystème d'innovation (PME, start-ups, etc.).

Le 30 novembre 2023, 2,5 millions d'euros ont également été octroyés au parc de la Sennette, un projet qui répond à l'appel lancé pour la création d'espaces verts régionaux. Par ailleurs, 3,5 millions d'euros permettront la création d'espaces verts urbains à Schaerbeek et Berchem-Sainte-Agathe, et 2,8 millions d'euros la verdurisation de cours de récréation dans plusieurs écoles bruxelloises.

Enfin, conclusion d'un premier appel à projets, la sélection de six rénovations énergétiques d'équipements collectifs – en matière notamment d'éducation ou de réponses aux besoins sociaux – pour un montant de 7,9 millions d'euros a été arrêtée le 7 décembre 2023 par le Gouvernement bruxellois.



◀
Le projet du parc de la Sennette, financé par le FEDER dans le cadre de l'appel à projets soutenant la création d'espaces verts régionaux

LE DISPOSITIF REACT-EU

Mis en place par la Commission européenne le 27 mai 2020, le dispositif **REACT-EU** (*Recovery assistance for cohesion and the territories of Europe*) propose des ressources supplémentaires pour favoriser la réparation des dommages de la crise du Covid-19. En RBC, ce dispositif s'est matérialisé par une augmentation des moyens du programme opérationnel FEDER, à concurrence de 6 120 206 euros.

Les actions se concentrent sur des investissements dans la numérisation du secteur du tourisme (plateforme digitale de [visit.brussels](https://www.visit.brussels) et hybridation des lieux de conférence) ainsi que le soutien, via les instruments financiers, aux petites et moyennes entreprises de secteurs à fort potentiel de création d'emplois: le tourisme, la santé, la construction durable (via l'instrument financier Bruseed) et l'Horeca (via l'instrument financier Brusoc).

Les projets 2014-2020

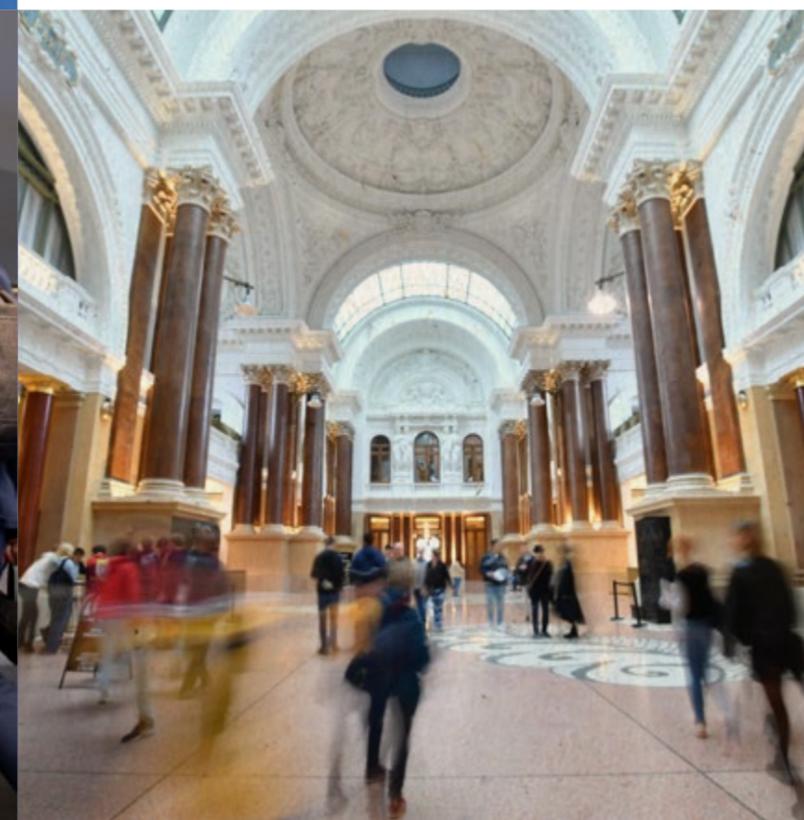
La programmation 2014-2020 définissait quatre axes d'intervention pour permettre à la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) d'atteindre ses objectifs et les résultats escomptés améliorant la qualité de vie des Bruxellois et Bruxelloises :

- renforcer l'innovation et la recherche (axe 1);
- encourager l'entrepreneuriat et le développement des petites et moyennes entreprises (axe 2);
- soutenir le développement d'une économie circulaire et l'utilisation rationnelle des ressources (axe 3);
- lutter contre la dualisation sociale et territoriale (axe 4).

Au total, fin 2023, 195 millions d'euros avaient été investis conjointement par la RBC et l'Europe, dans 58 projets et trois instruments financiers. Ce budget avait été renforcé en 2021 avec 6,1 millions d'euros de fonds européens supplémentaires, afin d'apporter des réponses en termes de relance économique dans le contexte de la crise sanitaire.

Le FEDER a participé financièrement à la restauration de l'ancienne Bourse, appelée à devenir un incontournable du tourisme à Bruxelles, secteur que le programme voulait appuyer. La Bourse constitue aujourd'hui un espace citoyen accessible à toutes et tous, tandis que des retombées positives sur les commerces et entreprises avoisinants ainsi qu'un effet de levier important sont attendus, par sa présence, dans le choix de Bruxelles pour des citytrips.

Par une subvention couvrant des frais de fonctionnement et d'infrastructures, le FEDER a permis à i-CITY d'aboutir à des réalisations concrètes, faisant de cette organisation un véritable catalyseur en matière d'innovation numérique à Bruxelles. Webinaires donnant librement accès aux nombreux outils et connaissances de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, incubation de start-ups, développement de la première infrastructure connectée sur le campus de l'ULB... Le flambeau est passé, la recherche et les projets continuent.





Avec le soutien du FEDER, plusieurs bâtiments d'Usquare.brussels, sur le site des anciennes casernes de la Gendarmerie nationale, ont pu faire l'objet d'une rénovation très basse énergie. Le site a relevé les défis de l'occupation temporaire, le temps de la mise en place du projet final, et de la réutilisation de matériaux. Un véritable nouveau quartier y verra le jour, proposant un marché couvert, un campus supplémentaire rattaché à l'Université libre de Bruxelles (ULB), des espaces publics, des équipements de proximité, du logement, etc.



Le nouveau centre des cultures numériques iMAL vise à offrir aux habitants et habitantes de la zone du Canal la possibilité de s'initier à la créativité par les technologies numériques. Grâce au soutien du FEDER, le site de 1 200 m² a été rénové et agrandi, et des fablabs ont été mis à la disposition de la population. Par la qualité de son programme artistique et culturel, iMAL attire un public belge mais aussi étranger, renforçant ainsi l'offre en infrastructures culturelles sur le territoire du Canal tout en encourageant l'inclusion sociale et l'innovation au sein de la communauté locale de Molenbeek.





L'OCTROI DES
LICENCES RELATIVES
AUX MOUVEMENTS
D'ARMES, DE PRODUITS
LIÉS À LA DÉFENSE, ET DE BIENS ET
TECHNOLOGIES À DOUBLE USAGE

Depuis la régionalisation de cette compétence en 2003, la cellule Licences de Brussels International traite les dossiers relatifs à l'octroi des licences d'importation, d'exportation, de transit et de transfert d'armes à feu à usage civil, de produits liés à la défense (communément appelés « matériel militaire ») ainsi que de biens et technologies à double usage¹⁵. L'octroi ou le refus de licences s'appuie sur une analyse technique, géopolitique et administrative de la demande introduite par des sociétés ou des particuliers établis en Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

L'analyse des dossiers relatifs aux armes et produits liés à la défense trouve son fondement juridique dans l'ordonnance du 20 juin 2013, qui transpose trois directives européennes: la [directive 91/477/CEE](#) du Conseil, du 18 juin 1991, relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes¹⁶; la [directive 93/15/CEE](#) du Conseil, du 5 avril 1993, relative à l'harmonisation des dispositions concernant la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil; et la [directive 2009/43/CE](#) du Parlement européen et du Conseil, du 6 mai 2009, simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté. L'analyse relative aux biens à double usage est régie par un règlement européen.

Pour les armes, comme pour les produits à double usage, les dossiers sont soumis à l'appréciation des huit critères de la [position commune PESC 2008/944](#). Ces critères – parmi lesquels un important critère lié aux droits humains – permettent d'évaluer la situation géopolitique du pays d'exportation. Il importe également de préciser que l'analyse des dossiers observe rigoureusement les dispositions contenues dans les régimes de sanctions applicables à une quarantaine d'États et organisations.

Par ailleurs, la cellule Licences a également pour mission de transmettre des informations clés aux acteurs publics (internationaux, européens, fédéraux et régionaux) et privés (notamment les entreprises) avec lesquels elle traite. Elle dispose notamment, pour ce faire, d'un site internet dédié: du-arms.brussels.

Durant l'année 2023, en ce qui concerne les produits liés à la défense et les armes à feu à usage civil, la cellule Licences a délivré:

- 19 licences d'importation, pour un montant total de 4 859 166,79 euros;
- 31 licences d'exportation, pour un montant total de 17 129 407,20 euros, auxquelles il faut ajouter trois licences pour un montant de 3,2 milliards d'euros correspondant à des licences pour du matériel naval. Toutefois, ces trois licences sont à prendre séparément en considération car elles n'ont pas été utilisées en 2023 (le matériel étant en cours de construction) mais aussi parce que leur montant élevé déséquilibre le montant global des exportations qui ont effectivement eu lieu.

¹⁵ Les biens et technologies à double usage sont des produits, technologies et logiciels qui peuvent être utilisés tant à des fins civiles que militaires. Ils font l'objet de contrôles appliqués de façon uniforme et cohérente à travers l'ensemble de l'Union européenne (UE), afin de promouvoir la sécurité de l'UE, la sécurité internationale et de garantir des conditions de concurrence équitables pour les exportateurs de l'UE.

¹⁶ Entre-temps, la directive 91/477 et ses modifications successives ont été reprises dans la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (texte codifié).

Optimisation de la cellule Licences

En 2023, des mesures concrètes ont été prises en vue de répondre aux deux principaux risques identifiés lors de l'audit de la cellule Licences, réalisé par la cellule Audit de [Bruxelles Synergie](#)¹⁷ en 2022.

Le premier risque concernait le délai de traitement des dossiers et des licences et était lié à la situation de la cellule en termes d'effectifs. La procédure liée au recrutement d'un premier collaborateur a abouti durant l'année 2023 et fera l'objet d'une entrée en fonction en 2024, qui devrait permettre de traiter l'ensemble des dossiers soumis dans un délai plus rapide. Le recrutement d'un second collaborateur, qui sera poursuivi en 2024, doit permettre de réduire le délai de traitement des licences.

Le second risque est lié à la divulgation d'informations sensibles nécessaires aux analyses. Pour y répondre, l'affinement des procédures, destiné à garantir une sécurisation encore meilleure des données échangées et conservées, a été entamé en 2023.

Mise à jour de la base de données de gestion des licences

Une autre réalisation à porter à l'actif de la cellule Licences en 2023 est la poursuite de la mise à jour de sa base de données, qui rassemble l'ensemble des licences relatives aux produits liés à la défense ainsi qu'aux biens et technologies à double usage.

Cette révision permettra, notamment, d'y inclure d'autres types de dossiers actuellement gérés via d'autres applications. En outre, elle offrira aux entreprises et aux particuliers la possibilité d'introduire leurs demandes en ligne, ce qui représentera un gain de temps appréciable tant pour les demandeurs que pour les gestionnaires de dossiers, notamment en évitant des encodages multiples qui constituent un risque d'erreur.

Suivi de la réglementation

En matière de mouvements d'armes et de biens à double usage, l'application rigoureuse de la réglementation et de ses évolutions est primordiale.

En ce qui concerne les armes à feu, la refonte du [règlement \(UE\) n° 258/2012](#)¹⁸ a fait l'objet d'un suivi attentif de la part de la cellule Licences, en concertation avec les deux autres régions du pays. La procédure de révision devra être poursuivie en 2024, en coordination avec les États membres de l'Union européenne (UE).

En matière de biens et technologies à double usage, le [règlement \(UE\) 2021/821](#)¹⁹ doit nécessairement être accompagné d'un arrêté qui clarifie un ensemble de dispositions laissées à l'appréciation des autorités nationales, comme la durée maximale de validité des licences ou les exigences en matière de rapports et de programmes internes de conformité. Entamée en 2023, la rédaction de l'arrêté se poursuivra durant l'année 2024.

Enfin, tant pour les armes à feu, les produits liés à la défense et les produits à double usage, une concertation a été entamée entre l'État fédéral, les régions, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas. Cette concertation a pour but de clarifier, pour l'ensemble des partenaires, ce qu'il faut entendre par « l'exception Benelux », à savoir l'absence de licences entre les partenaires du Benelux pour les mouvements d'importation et d'exportation. La pratique ayant montré que cette exception faisait l'objet d'interprétations diverses selon les autorités compétentes, il est apparu nécessaire de vérifier le fondement légal de cette exception qui repose sur le [traité Benelux](#), sa primauté par rapport au droit européen et l'harmonisation de sa mise en œuvre. Cette réflexion a fait l'objet de deux réunions en 2023 et se poursuivra en 2024.



¹⁷ Administration du Service public régional de Bruxelles (SPRB) qui a pour mission de faciliter la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale et de connecter les acteurs internes et externes au SPRB

¹⁸ Règlement (UE) n° 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions

¹⁹ Règlement (UE) 2021/821 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 instituant un régime de l'Union de contrôle des exportations, du courtage, de l'assistance technique, du transit et des transferts en ce qui concerne les biens à double usage (refonte)



LES SERVICES TRANSVERSAUX

La Direction générale de Brussels International bénéficie du support de trois équipes transversales : la Communication, les Finances et le budget ainsi que la Coordination transversale.

La communication se doit d'être coordonnée et cohérente. Dans cette optique, les chargés de communication collaborent étroitement en vue de synchroniser leurs actions et de favoriser une communication aux effets croisés.

Il en va de même pour les services financiers. Si chaque unité administrative conserve ses spécificités qui nécessitent des traitements circonstanciés et séparés, une partie du contrôle administratif et des opérations de paiement ainsi que la coordination financière ont été mutualisées.

La cellule de Coordination transversale apporte un support et joue un rôle de relais, au sein de l'administration, entre la Direction générale et les unités administratives, et entre l'administration et les services transversaux du Service public régional de Bruxelles (SPRB), et ce dans des domaines très variés : ressources humaines, informatique, etc.

La communication

Le pôle Communication est chargé de la communication interne et externe de Brussels International. Il contribue largement au rayonnement de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et du SPRB en véhiculant, au travers de divers outils, l'image d'une région dynamique qui assume ses obligations internationales, participe et organise des événements internationaux, et gère des projets ayant un impact positif sur la qualité de vie des citoyens.

Le pôle Communication gère le [site d'actualités de Brussels International](#)²⁰ et le [site internet de la direction FEDER](#)²¹. Il élabore le bulletin d'information électronique *The Brussels Globe*, accessible en abonnement gratuit, les réseaux sociaux [X \(ex-Twitter\)](#)²², [Facebook](#)²³, [Instagram](#)²⁴ et [LinkedIn](#)²⁵ de Brussels International ainsi que sa [chaîne YouTube](#)²⁶.



#EUinmyregion - Visite guidée offerte de la toiture maraîchère L[ag]UM, un projet de Refresh Brussels, la Commune d'Ixelles et le Laboratoire d'Agroécologie de l'ULB

²⁰ <http://www.international.brussels>

²¹ <https://feder.brussels>

²² <https://twitter.com/brusselsint>

²³ <https://fr-fr.facebook.com/FEDEREFRO>

²⁴ <https://www.instagram.com/federefro/?hl=fr>

²⁵ <https://www.linkedin.com/company/brussels-international/?originalSubdomain=be>

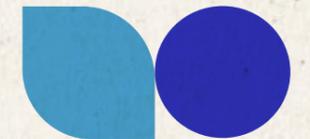
²⁶ <https://www.youtube.com/channel/UCYCJN1mTG9K6eWsjpVgh5jw>

Accompagnement et promotion des projets FEDER

Le pôle Communication promeut également la dynamique bruxelloise de développement urbain à l'échelle européenne, en assurant l'accompagnement et la promotion des projets FEDER. En lien avec la politique régionale européenne, Brussels International participe à la grande campagne européenne #EUinmyregion, une initiative qui met en valeur l'action de l'Union européenne (UE) en faveur des régions. Dans ce cadre, la cellule Communication a organisé une trentaine d'activités en mai et juin 2023, afin de faire découvrir les projets FEDER aux Bruxellois et Bruxelloises.



#EUinmyregion -
Visite guidée offerte de
l'exposition A(R)MOUR au
MAD Brussels



#EUinmyregion - Invitation
au Creative Lunch organisé
par MAD Brussels

#EUinmyregion-Visite guidée
et dégustations gratuites à la
brasserie En Stoemelings



#EUinmyregion - Atelier gratuit
pour enfants de co-construction
d'un vaurien au COOP



Semaine européenne des régions et des villes

En octobre 2023, Brussels International a pris part à la [Semaine européenne des régions et des villes](#), grande manifestation consacrée à la politique régionale organisée chaque année à Bruxelles.

Pour cette 21^e édition en collaboration avec la [Commission européenne](#) et le [Comité européen des régions](#), Brussels International a présenté à la presse un projet bruxellois soutenant l'économie circulaire et la cohésion sociale. La Grande Halle, bel exemple d'un projet porté par la commune de Molenbeek et concrétisé avec l'aide du FEDER, a ainsi reçu la visite de plus de 50 journalistes européens. Pour rappel, la Grande Halle constitue le projet phare du Contrat de Quartier durable Petite Senne. L'ancienne structure industrielle a été totalement restaurée et le terrain dépollué, afin d'en faire un lieu de rencontre pour les citoyens et un espace accueillant divers événements publics. Une crèche, actuellement de 84 places d'accueil, a également été construite sur le site. Grâce au FEDER, cette infrastructure vient renforcer la cohésion sociale dans le quartier et l'offre d'accueil à la petite enfance.

La visite du site de la Grande Halle en compagnie de journalistes européens, lors de l'édition 2023 de la Semaine européenne des régions et des villes

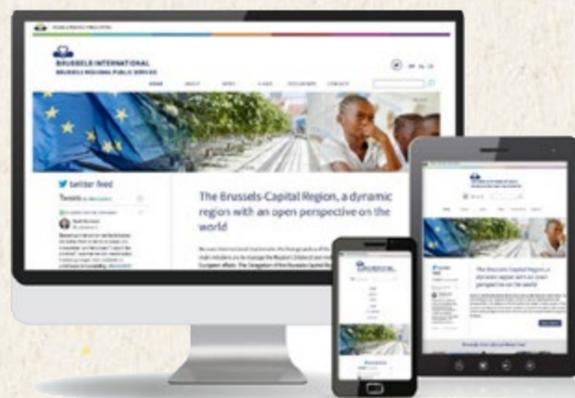


Le site internet de Brussels International et le bulletin d'information The Brussels Globe

Le [site d'actualités de Brussels International](#) compile les articles du bulletin d'information *The Brussels Globe* depuis mars 2013. À ces actualités s'ajoutent quelques pages de contenu statique, qui décrivent Brussels International et les différentes matières gérées par l'administration.

En 2023, six bulletins d'information *The Brussels Globe* ont été rédigés et expédiés, totalisant 12 articles également publiés sur le site. Ces articles couvrent les différentes matières traitées par Brussels International: les affaires multilatérales et européennes, les relations bilatérales, la coopération au développement, les relations publiques et les grands événements ainsi que le FEDER.

Par ailleurs, une vingtaine d'articles ont été postés sur le [site internet du FEDER](#) tout au long de l'année, informant les citoyens des inaugurations et autres événements notoires.



Communication spécifique pour le Brussels Urban Summit

Le nombre de newsletters et de posts sur les réseaux sociaux a été relativement faible en 2023. Cela s'explique par le fait que, durant les six premiers mois de l'année, les équipes de Brussels International ont été fortement mobilisées par la préparation du *Brussels Urban Summit* (BUS). C'est aussi le cas du pôle Communication. Celui-ci a participé activement à l'élaboration du site internet et à l'alimentation des réseaux sociaux créés pour l'événement. **250 communications ont été postées sur X (ex-Twitter)** et 77 sur [LinkedIn](#), et 87 vidéos ont été placées sur la [chaîne YouTube du BUS](#). Six newsletters dédiées au BUS ont également été envoyées.

Les réseaux sociaux

(ex-TWITTER)

Créé en juillet 2016, le [compte X \(ex-Twitter\) de Brussels International](#) compte aujourd'hui plus de 1 000 abonnés et cumule plus de 3 200 tweets. 155 communications ont été postées en 2023.

FACEBOOK

Outil de visibilité, la [page Facebook](#) permet de relayer les activités de la direction FEDER (inaugurations, événements, participation aux campagnes de communication de la [DG REGIO](#)) et de partager les actualités d'autres institutions et organismes en lien avec le FEDER. En 2023, elle a totalisé 86 publications, 889 followers, une couverture de 204 500, 1 500 interactions avec le contenu et 6 700 clics sur un lien.

INSTAGRAM

Le [compte Instagram de la direction FEDER](#) sera utilisé de façon plus intense à l'avenir. Il permettra de visualiser les projets réalisés en Région bruxelloise, en mettant par exemple en exergue la qualité exemplaire et architecturale des infrastructures financées avec le soutien de l'Europe. En 2023, il a enregistré les chiffres suivants: 49 publications, 338 followers, une couverture de 17 800 et 166 interactions avec le contenu.

LINKEDIN

Un [compte LinkedIn Brussels International](#) a été également créé fin 2022 avec un sous-groupe FEDER. Cet outil permet de renforcer la visibilité de Brussels International et de la direction FEDER au sein des communautés professionnelles internationale et régionale, ainsi que celle des porteurs de projets bruxellois. 99 publications ont été postées pour Brussels International, dont 45 pour la direction FEDER.

YOUTUBE

Brussels International s'est dotée d'une [chaîne YouTube](#) en 2022. Une série de capsules vidéo relatives au commerce équitable y a déjà été partagée. Cet outil sera aussi utilisé pour les vidéos des projets FEDER et s'est également avéré intéressant pour le streaming de la réunion de lancement du programme FEDER 2021-2027, enregistré et disponible sur la chaîne.

Les finances et le budget

Mission 29

La cellule Finances et budget gère l'ensemble de la mission 29 du budget « Tourisme, relations extérieures et promotion de l'image de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) », qui s'élevait à 47 millions d'euros pour 2023. Elle est chargée du suivi administratif de tous les subsides et marchés visant à promouvoir l'image de la Région et ses relations internationales.

En 2023, ce suivi a concerné 620 dossiers de subventions, 23 marchés publics de services (soit 643 engagements), 142 factures ainsi que le contrôle de 704 dossiers de subventions et/ou conventions de service.

De manière synthétique, la mission 29 vise :

- les marchés et subsides relatifs à la promotion de l'image de la RBC, y compris le budget affecté à la participation de la Région à de grands événements internationaux, ainsi que le tourisme; la compétence et les moyens affectés (plus de 11,8 millions d'euros) étant partagés entre le Ministre-Président et le Ministre en charge de la Promotion de l'image de la Région;
- les marchés, et subventions, relatifs aux actions et projets en matière de relations extérieures;
- les marchés et subsides pour les projets de coopération au développement;
- des crédits pour couvrir les frais relatifs aux dossiers des armes et biens à double usage;
- des crédits pour couvrir les frais de loyer et de fonctionnement de la Délégation de la RBC auprès de l'Union européenne (UE), sise au sein de la représentation permanente de la Belgique.

Mission 03

La cellule Finances et budget assure également la gestion financière et budgétaire de la mission 03, relative au [Fonds européen de développement régional \(FEDER\)](#).

Les ressources régionales affectées aux projets cofinancés par le FEDER sont inscrites à la mission 03 (programme 004). Les montants régionaux relatifs à cette politique sont engagés lors de l'octroi du subside et de la signature de la convention avec les porteurs de projets. Au moment de la signature de la convention, une avance de 15 % est versée. Ensuite, les montants sont liquidés au fur et à mesure de la mise en œuvre des projets, sur la base de pièces justificatives. Le solde de 5 % est versé au moment de la clôture du projet, après remise du rapport d'activités final. Il y a donc un grand décalage entre engagement et liquidation.

Pour la programmation 2014-2020, des projets ont été sélectionnés pour un montant de près de 200 millions d'euros, dont la moitié seront remboursés par la [Commission européenne](#) après plusieurs niveaux de contrôle. Pour la programmation 2021-2027, le budget total s'élève à plus de 300 millions d'euros, dont un apport de la Commission européenne de plus de 120 millions d'euros.

La direction FEDER est chargée d'analyser les demandes de paiement liées aux subsides européens FEDER octroyés par le Gouvernement de la RBC. Elle engage les montants, analyse les aspects financiers et comptables, et liquide les remboursements aux bénéficiaires sur la base des contrôles réalisés sur pièces et sur place. Elle est également en charge des prévisions budgétaires, tant en dépenses qu'en recettes. Enfin, elle contribue, en collaboration avec [Bruxelles Finances et Budget](#), à la certification des dépenses et à l'établissement des comptes à introduire auprès de la Commission européenne.

La cellule de Coordination transversale

La cellule de Coordination transversale (ou staff de la Direction générale) assure le relais entre les différentes unités de l'administration ainsi qu'entre la Direction générale et ces unités. Elle organise et participe aux réunions qui, au sein de la Direction générale, regroupent les directeurs et associent les chefs de cellule, ou experts, selon les questions mises à l'ordre du jour.

Ce travail de communication, relais et soutien contribue très largement au bon fonctionnement et à la bonne gouvernance de l'administration. Il permet à la Direction générale, avec les équipes, de positionner Brussels International comme un centre régional de référence et d'expertise, en matière d'affaires européennes et de relations internationales de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

Mise place de nouvelles formes d'organisation du travail

En 2023, la cellule de Coordination transversale a informé des nouvelles règles applicables au télétravail²⁷. L'objectif était de permettre aux collaborateurs et collaboratrices de bénéficier des avantages apportés par la nouvelle législation, notamment en termes d'économies de temps, de gestion du temps de travail, d'autonomie dans la gestion des tâches et de concentration, entraînant une meilleure productivité ainsi qu'un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle.

Un support informatique

La cellule de Coordination transversale centralise les besoins informatiques du personnel de Brussels International et s'assure que ces besoins soient repris dans le plan pluriannuel IT. Elle coordonne le développement et l'implémentation d'outils optimisant les services aux clients et simplifiant les procédures administratives.

En 2023, la cellule a coordonné la mise en place du développement de deux plateformes *Sales Forces* pour la gestion informatisée des subventions. Elle est aussi intervenue en soutien aux équipes en relayant les problèmes et demandes informatiques auprès de Bruxelles ConnectIT²⁸, ceci afin d'assurer la bonne continuité des services et des conditions optimales de travail.

Support au management

La cellule de Coordination transversale a accompagné les collaborateurs et collaboratrices de Brussels International pour la remise dans les délais des documents relatifs aux stratégies de management et au contrôle de gestion (notes et lettres d'orientation, plans opérationnels et leur évaluation).

Un collaborateur du staff participant au groupe de travail « Contrôle interne », initié par la direction Qualité, a coordonné l'analyse de risques de certains processus — par exemple, la sélection des projets FEDER — qui permettra d'adopter des mesures correctrices à l'avenir.

Dans le cadre du projet « Optimist », un représentant de la cellule de Coordination transversale a collaboré avec d'autres administrations bruxelloises pour élaborer un nouvel arrêté relatif au contrôle de gestion, en lien avec la refonte de l'ordonnance organique portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OOBCC). Lors des dernières réunions du groupe de travail, la création d'un nouveau modèle de lettre d'orientation, en lien avec la nouvelle structure budgétaire et les clusters définis par le Gouvernement régional, a été discutée. L'objectif est d'uniformiser cet exercice à l'échelle de toutes les administrations bruxelloises, tout en simplifiant et en améliorant la lisibilité du document.

Enfin, la cellule de Coordination transversale a poursuivi son rôle de point de contact unique (*Single Point of Contact* ou SPOC) pour les questions parlementaires, en coordonnant en 2023 les projets de réponses de plus de 40 demandes émanant des cabinets ministériels bruxellois.



²⁷ Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 relatif au télétravail

²⁸ Administration du Service public régional de Bruxelles (SPRB) qui a pour mission de définir et de mettre en œuvre une stratégie informatique et numérique globale, à l'échelle de la Région et des administrations du SPRB

Un relais en termes de ressources humaines et de bien-être

La cellule de Coordination transversale assure également le suivi des questions relatives aux ressources humaines ainsi qu'aux plans de personnel et de recrutement. Ainsi, la direction Europe et la direction FEDER se sont vues renforcées, d'une part, pour la [présidence belge du Conseil de l'Union européenne](#) et, d'autre part, pour le suivi de la programmation FEDER 2021-2027.

Elle a également poursuivi les démarches pour la statutarisation des agents contractuels, lauréats de concours de recrutement.

Le correspondant en matière de formations contribue au développement et à l'épanouissement professionnel des collaborateurs et collaboratrices de Brussels International. Il les encourage à suivre les formations proposées par le [Service public régional de Bruxelles](#) (SPRB), et veille à une réponse favorable aux demandes spécifiques et spécialisées « métier », telles que la formation « anti-fraude » organisée en 2023.

Enfin, des plans d'actions et de suivi pour améliorer le bien-être des membres du personnel ont été élaborés en 2023. La cellule en a assuré la coordination.

Autres missions transversales

Brussels International développe de nombreuses actions liées à la diversité et au genre, reprises dans différents plans (handistreaming²⁹, gender budgeting³⁰, Plan bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes, etc.). La cellule de Coordination transversale coordonne le suivi et l'évaluation de ces plans.

Elle soutient également les efforts des équipes qui mènent des projets en matière d'environnement et de durabilité dans le cadre de la certification de la norme ISO 14001³¹ du SPRB. On peut citer, à titre d'exemple, le système de compensation des émissions de CO₂ générées par les déplacements (quel que soit le moyen de transport) organisés par la cellule Voyages de Brussels International; ou encore, le respect de checklists environnementales lors de grands événements internes et externes organisés par Brussels International en Région bruxelloise. Dans cette optique, en collaboration avec l'éco-manager du SPRB, les collaborateurs et collaboratrices de la cellule Voyages ont mis en évidence les moyens de déplacement plus respectueux de l'environnement lors d'une séance d'information « Voyagez autrement ».

²⁹ Le handistreaming a pour objectif d'intégrer la dimension du handicap dans tous les domaines de la politique, de manière transversale et préventive. Il permet d'éviter une différence de traitement entre les personnes porteuses d'un handicap et celles sans handicap.

³⁰ Le gender budgeting est une application du gender mainstreaming dans le processus budgétaire. Il y est proposé une analyse du budget intégrant une perspective de genre à tous les niveaux du cycle budgétaire ainsi qu'une restructuration des recettes et des dépenses, en vue de la promotion de l'égalité des genres.

³¹ La norme ISO 14001 définit une série d'exigences auxquelles doit satisfaire le système de management environnemental d'une organisation pour que celle-ci puisse être certifiée — par un organisme extérieur et pour une durée limitée — comme répondant à la norme. Elle s'intègre dans le cadre du développement durable et repose sur une démarche volontaire d'amélioration continue.



PERSPECTIVES 2024

Les relations bilatérales et la coopération au développement

Les relations bilatérales

En 2024, les anniversaires de plusieurs accords seront célébrés : 30 ans de collaboration avec Pékin, 25 ans avec La Havane et Budapest, et 20 ans avec Bratislava, Ljubljana et Vilnius.

La collaboration avec le Québec laisse entrevoir de belles perspectives, notamment le lancement d'un appel à projets conjoint et l'organisation à Bruxelles d'un comité mixte de suivi.

Berlin ne sera pas en reste, puisque la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) devrait accueillir au moins deux délégations de haut niveau, qui s'intéressent de près aux politiques bruxelloises de prévention de la violence. Un nouvel échange de fonctionnaires sera aussi mis en place en matière de développement urbain.

Les [Jeux Olympiques de Paris 2024](#) ouvrent également des pistes concrètes de collaboration avec les jeunes athlètes franciliens et berlinois.

Enfin, les relations fructueuses devraient se poursuivre avec tous les autres partenaires-clés de la RBC selon les occasions qui se présentent, notamment dans le cadre de la [présidence belge du Conseil de l'Union européenne](#) (UE).

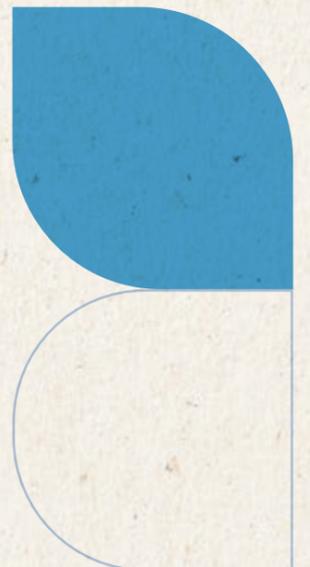
La coopération au développement

Afin d'améliorer et d'adapter la politique en matière de coopération au développement, les recommandations formulées dans le rapport d'évaluation externe établi en 2023 seront prises en compte dès 2024.

La résurgence brutale du conflit israélo-palestinien a impacté les actions mises en œuvre dans le cadre de la coopération au développement. Dans ce contexte, des moyens supplémentaires seront affectés à l'édition 2024 de l'appel à projets Sud, et une enveloppe spécifique de 430 000 euros sera allouée à des projets mis en œuvre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. La RBC souhaite conclure l'accord de partenariat avec le Gouvernorat de Ramallah et Al-Bireh, et le signer digitalement. Quant à l'appel à projets promouvant la citoyenneté mondiale et solidaire, il se focalisera sur la thématique du dialogue interculturel.

Début 2024, une mission ministérielle de coopération au développement et économique se rendra au Maroc. Cette mission donnera un nouvel élan aux actions mises en place dans le cadre de la coopération (observatoire territorial, personnes en situation de handicap, etc.).

Enfin, dans le courant de l'année, une mission technique devrait avoir lieu à Kinshasa afin d'assurer le suivi de différents projets.



Les relations publiques, le protocole et les voyages

Les relations publiques

2024 étant une année électorale ainsi que celle de la [présidence belge du Conseil de l'Union européenne](#) (UE), une seule visite d'État (au lieu de deux habituellement) devrait avoir lieu au Vietnam, en octobre.

Durant la présidence belge du Conseil de l'UE (du 1^{er} janvier au 30 juin), la direction des Relations publiques, de la communication et du protocole sera associée à plusieurs événements de haut niveau.

Comme en 2023, Brussels International participera aussi activement à la préparation de l'exposition universelle [Expo 2025 Osaka](#), prévue du 13 avril au 13 octobre 2025. Celle-ci aura pour thème « Designing Future Society for Our Lives », avec trois sous-thèmes : « Saving Lives », « Connecting Lives » et « Empowering Lives ». Le pavillon belge sera installé dans la zone « Saving Lives ». Le consortium chargé de la construction, de l'entretien et du démantèlement de ce pavillon a été désigné, et le prestataire chargé de la scénographie le sera prochainement, les offres étant en cours d'analyse. À l'intérieur du pavillon belge, un espace de 100 m² sera dévolu à la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). La Région y mettra en exergue le rôle de l'intelligence artificielle au service de la santé, avec l'aide de l'[Institut FARI](#). Comme lors de chaque exposition universelle, des journées bruxelloises seront organisées et leur préparation démarrera en 2024.

Les diverses élections qui auront lieu en juin (européennes, nationales et régionales) et octobre 2024 (communales) amèneront probablement leur lot d'observateurs et de délégations étrangères. Brussels International sera impliquée dans leur accueil en Région bruxelloise.

Enfin, l'organisation d'un événement de networking à destination des autorités européennes, et/ou des bureaux de représentation des villes et régions, présents en nombre à Bruxelles, devrait faire l'objet d'une réflexion interne ainsi qu'avec d'autres acteurs comme le [Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales](#) et [visit.brussels](#) ; l'objectif étant, compte tenu des moyens financiers et humains disponibles, de lui donner pérennité et récurrence, et d'ajouter ainsi une pierre à l'édifice de la consolidation de Bruxelles comme capitale de l'Europe.

Le protocole et les voyages

Le projet relatif au protocole devrait voir, en 2024, la réalisation de sa deuxième phase, impliquant un élargissement des services offerts (base de données en lien avec les voyages, Ordres nationaux, listes de préséance) et de leurs bénéficiaires. Par ailleurs, après plus de deux ans d'utilisation, le Guide du Protocole devrait subir quelques adaptations pour en améliorer la pertinence, et répondre à l'élargissement des services et bénéficiaires.

Le protocole et les relations publiques seront fort sollicités par la présidence belge du Conseil de l'UE, en particulier pour les événements bruxellois organisés en janvier en matière d'environnement et de politique urbaine.

Les évaluations de la circulaire Voyages, réalisées en 2022 et 2023, vont permettre d'élaborer des propositions de modifications de celle-ci, afin d'améliorer les services rendus par la cellule Voyages.

Quant au marché public-cadre relatif à la sélection de nouveaux prestataires pour les voyages de service, il devrait séduire en 2024 d'autres acteurs bruxellois, tels que [visit.brussels](#) qui a déjà marqué son intérêt.

Les affaires multilatérales et la politique européenne

Les affaires multilatérales

Outre la présidence belge du Conseil de l'Union européenne (UE) au cours du premier semestre, la Belgique assumera également la présidence du [Benelux](#) pendant toute l'année 2024. Brussels International suivra de près les activités y afférentes.

En 2024, l'[Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE) réalisera un examen économique de la Belgique. Brussels International assurera la coordination du volet bruxellois de cet examen, afin que l'OCDE dispose de tous les éléments nécessaires. La publication de l'étude est prévue en septembre 2024.

C'est également en 2024 qu'interviendra le rapport périodique sur la [Convention relative aux droits des personnes handicapées](#), dont Brussels International assure la coordination. Le dialogue constructif avec le comité des Nations Unies qui en surveille la conformité se poursuivra lors de sa 31^e session, le 22 août 2024.

La politique européenne

En 2024, la direction Europe, récemment créée, renforcera ses activités auprès des institutions européennes avec la volonté, d'une part, de défendre les intérêts de la Région bruxelloise et, d'autre part, de tirer le meilleur parti des opportunités financières et des échanges d'expériences.

L'événement le plus important sera sans nul doute la présidence belge du Conseil de l'UE. La Délégation de la Région de Bruxelles-

Capitale (RBC) auprès de l'UE consacrera tous ses efforts à ce défi, et en particulier en matière d'environnement et de politique urbaine.

Cette présidence se déroulant en fin de législature, la Belgique s'est fixé pour ambition de clôturer un grand nombre de dossiers, tels que le *Green Deal*, les matériaux critiques ou encore les technologies propres; autant de réponses aux enjeux de notre époque qui a connu

successivement, et entre autres, la crise du Covid-19, celle de l'énergie et la guerre en Ukraine. Au même titre que les autres entités fédérées, la Région bruxelloise y jouera un rôle actif, dans des filières telles que l'industrie, la recherche, l'emploi, la politique de cohésion ou le bien-être animal.

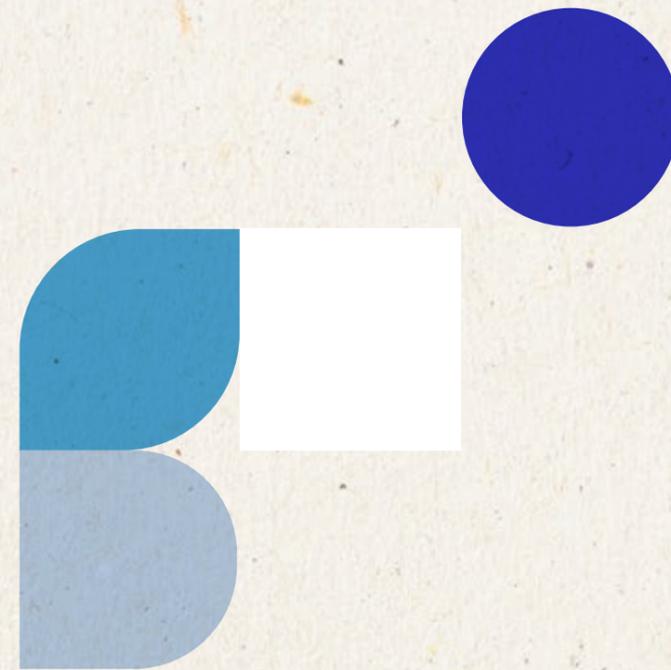
Par ailleurs, la direction Europe continuera à développer une série d'actions et d'outils à destination des opérateurs publics bruxellois,

et renforcera le pôle « Montage de projets européens » afin de susciter en interne le partage d'expériences et d'idées de projets.

La transposition des directives européennes continuera bien entendu de faire l'objet d'un suivi proactif et rigoureux, afin de diminuer autant que possible les retards et les risques de condamnation.

Pendant la deuxième moitié de l'année, la direction Europe veillera à sensibiliser le nouveau

Gouvernement bruxellois aux enjeux des affaires européennes. Elle commencera également à préparer le futur de la politique européenne ainsi que la programmation législative et financière d'après 2027, en faisant entendre sa voix auprès de la [Commission européenne](#) avec les autres régions et les réseaux internationaux.



La direction FEDER

Les projets de la programmation 2021-2027 du [Fonds européen de développement régional](#) (FEDER) sont sélectionnés sur base de l'organisation de plusieurs appels à projets. En effet, des appels à projets distincts sont organisés par séries d'actions qui permettent de réaliser les différents objectifs spécifiques prévus dans le programme 2021-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

En 2024, les premiers projets sélectionnés seront mis en œuvre par leurs porteurs afin, par exemple, de créer des équipements collectifs et des espaces verts. La direction FEDER mettra en place l'accompagnement de ces porteurs de projets ainsi que des procédures de contrôle des dépenses.

La sélection des projets des autres appels continuera en 2024, notamment pour sélectionner des projets d'hébergement de PME, de développement d'outils numériques ou d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments publics.

Enfin, de nouveaux appels à projets seront lancés en 2024 afin d'octroyer les derniers fonds disponibles.

Étant donné que le 31 décembre 2023 était la date ultime pour réaliser les dépenses de la programmation FEDER 2014-2020, les porteurs de projets devront justifier leurs dernières dépenses en 2024 et les soldes de subvention pourront être versés. La direction FEDER pourra ensuite préparer la clôture de cette programmation.

La communication

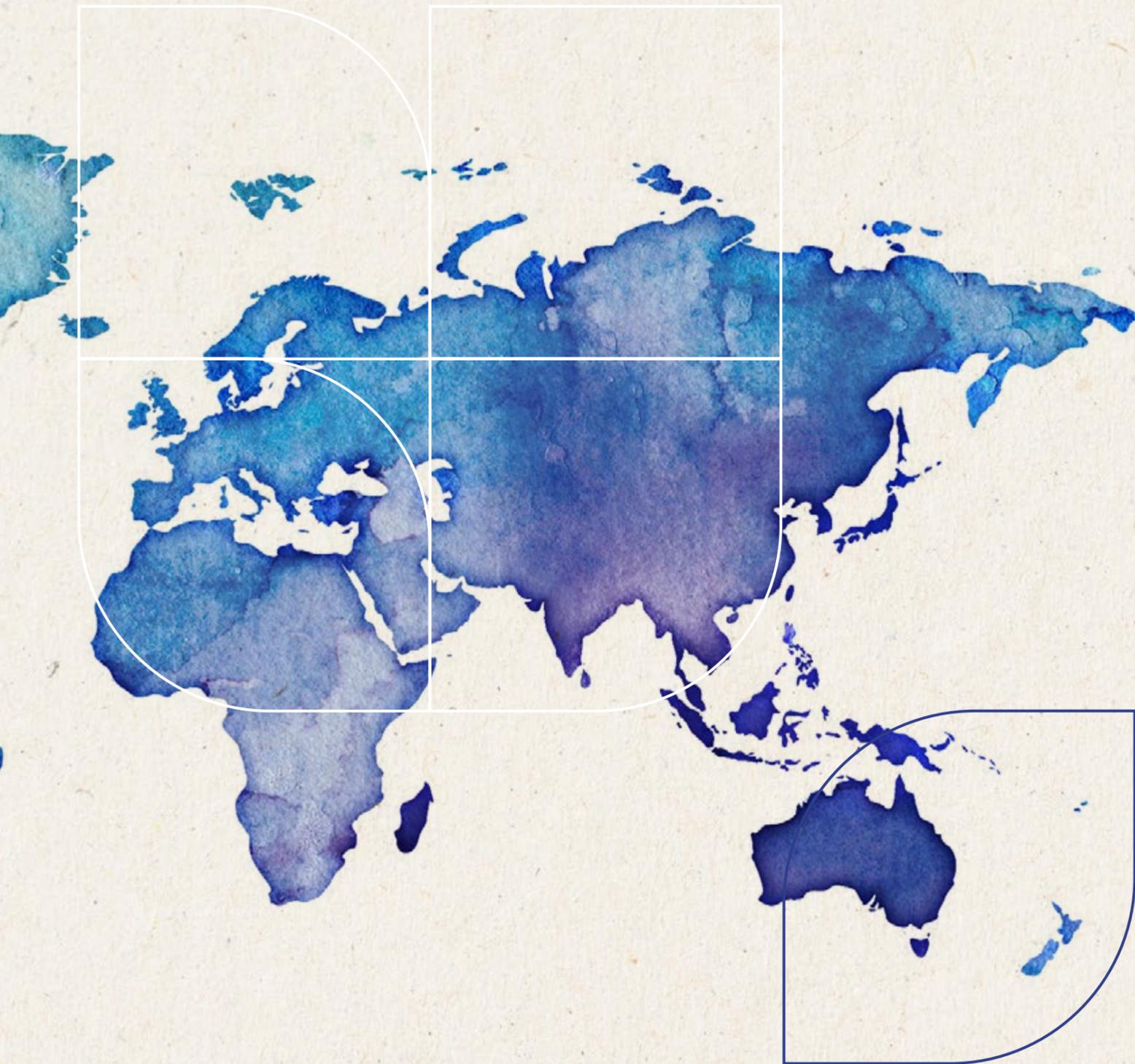
Durant les six premiers mois de l'année, le pôle Communication se focalisera sur la communication de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne (UE).

Il coordonnera la communication de la Région bruxelloise, en étroite collaboration avec les autres acteurs bruxellois impliqués dans cette présidence: [Bruxelles Environnement](#), [perspective.brussels](#), [urban.brussels](#), le [Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales](#), et [visit.brussels](#). Une page relative à la présidence belge sera placée sur le site d'actualités de Brussels International, et une newsletter mensuelle – dotée d'un design spécifique – sera rédigée et envoyée. Cette newsletter reviendra sur les événements du mois écoulé et comprendra le calendrier des événements du mois à venir.

Deux inaugurations importantes sont prévues en 2024: le pôle interuniversitaire du site [Usquare.brussels](#) (février 2024) et le nouveau Recypark d'Anderlecht (septembre 2024). Outre ces moments festifs à l'initiative des porteurs de projet, le pôle Communication organisera plusieurs campagnes et sera présent lors de divers événements d'importance: [#EUinmyregion](#) 2024; projections d'une capsule de présentation du FEDER dans les cinémas bruxellois; présence sur différentes places publiques bruxelloises fort fréquentées, afin d'aller à la rencontre des citoyens et de leur présenter les projets soutenus par le FEDER dans leur région; présence à la Fête de l'Iris et à la Journée de l'Europe; participation au concours [REGIOSTARS](#); organisation de visites de projets à pied (ou à vélo) dans le cadre de la [Semaine européenne des régions et des villes](#) ainsi que dans le cadre de visites d'homologues à Bruxelles.

2024 est une année charnière pour la direction FEDER, puisqu'elle sera alors en mesure de capitaliser sur les réalisations de la programmation 2014-2020. Les résultats atteints seront rendus visibles par divers moyens encore à définir et enrichiront les informations disponibles pour les publics cibles.

Enfin, le pôle Communication consacrera une part importante de son travail à prodiguer le meilleur accompagnement possible aux porteurs de projets FEDER. Ce soutien se fera, entre autres, par la rédaction d'outils spécifiques liés aux besoins qui seront identifiés ainsi que par l'organisation d'ateliers, séances d'information et événements, permettant le tissage de liens et l'échange de bonnes pratiques entre porteurs.



CONCLUSION

2024 conclura une législature chargée, caractérisée notamment par la mise en place de la nouvelle administration Brussels International chargée de développer et coordonner une politique européenne et internationale ambitieuse.

Brussels International est aujourd'hui une administration structurée et outillée. De nouveaux services – répondant aux objectifs du Gouvernement bruxellois et aux besoins de nos clients – ont été développés ou sont en voie de développement, tels qu'un service du Protocole ou un pôle d'accompagnement au Montage de projets européens.

Grâce aux efforts de rationalisation, de coordination et de mutualisation, les expertises se sont déployées, notamment en matière de gestion et contrôle des subventions européennes (FEDER, Facilité pour la reprise et la résilience, etc.) mais aussi pour soutenir nos actions de relations extérieures, de coopération au développement ou de rayonnement du savoir-faire régional. Les plateformes de coordination et de partage de l'information mises en place ont pour objectif de faciliter et rendre plus cohérents le travail ainsi que les actions internationales des administrations sectorielles. Au travers de divers canaux (sites internet, newsletter, réseaux sociaux, etc.), Brussels International véhicule l'image d'un service public et d'une Région dynamiques, qui assument les obligations internationales, participent à des événements internationaux et gèrent des projets financés par l'Europe.

Forte des résultats engrangés au cours des cinq dernières années, Brussels International est aujourd'hui prête à collaborer au sein de la structure élargie de « stratégie régionale et relations extérieures » programmée dans le cadre du projet Optiris de rationalisation des services publics régionaux, en vue d'une efficacité renforcée et avec la même ambition d'affirmer la vocation internationale de la Région bruxelloise. Cette ambition sera réalisée, d'une part, par la promotion active de ses atouts et la défense de ses intérêts sur la scène internationale ; et, d'autre part, par le développement d'une politique internationale coordonnée au service de tous les Bruxellois et Bruxelloises, en ce compris les travailleurs internationaux.



BRUSSELS INTERNATIONAL
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

Éditrice responsable:

Anne Claes, Directrice générale
Service public régional de Bruxelles
Place Saint-Lazare 2, 1035 Bruxelles

Titre de l'ouvrage:

Rapport annuel 2023 de Brussels International

Coordination et rédaction:

Cellule communication, Brussels International

Relecture et harmonisation des textes:

Laurence Grevesse (laurence.grevesse@gmail.com)

Mise en page:

Direction Communication, Service public régional de Bruxelles

Traduction:

Oneliner bvba (info@oneliner.be)

Ce rapport existe uniquement en format digital.
N'imprimez ce document que si nécessaire.

Dépôt légal: 2024/14.404/8

© Service public régional de Bruxelles • Tous droits réservés

Plus d'informations: www.international.brussels